



NOTES ET DOCUMENTS PREPARATOIRES AUX DEBATS AVEC LA DELEGATION CHINOISE

Ces textes ont été diffusés par les trois intervenants du bureau central des traductions auprès du comité central du parti communiste chinois et par les contacts Français (Jean-Claude Delaunay) et Chinois (Li Qiqing) qui ont permis cette délégation. Ces textes, les interventions et les discussions du Samedi 9 Novembre pourront être édités sous forme de livre.

Connaitre, comprendre, pour construire des solidarités, des coopérations de luttes 1
La Chine aujourd'hui et demain 2
Réflexions sur la mondialisation 7
Le développement du syndicalisme en Chine 9
Luttons contre les inégalités pour construire une société harmonieuse, 12
Réflexions sur le modèle social français 14
Mettre en place une monnaie commune mondiale libérée de la tutelle impérialiste américaine: une approche convergente du PCC et du PCF 16
LCC: Renforcer la foi des jeunes et lutter pour réaliser le rêve chinois,..... 23

CONNAITRE, COMPRENDRE, POUR CONSTRUIRE DES SOLIDARITES, DES COOPERATIONS DE LUTTES

Pierre-Alain Millet, adjoint au maire de Vénissieux, PCF Vénissieux

Face aux restructurations d’entreprises et aux licenciements, les travailleurs entendent partout en France la même explication, de leurs patrons, des médias, des forces politiques « c’est la faute au dumping social chinois, aux surcapacités de production chinoise qui nous envahissent... ». Face au départ de Bosch du photovoltaïque, après la fermeture de la fonderie Duranton, le sauvetage limité de Veninov, la reprise de TSV par des salariés lâchés par le groupe AREVA, aux menaces sur la vallée de la chimie, avec Kem’One, l’avenir de la raffinerie... cette question est au cœur des difficultés de mobilisation des travailleurs. Comme toujours, le capitalisme a besoin de convaincre les travailleurs dont il veut réduire les salaires que c’est la faute à d’autres travailleurs, les immigrés, l’Europe de l’Est, le Maghreb, l’Asie... Nous avons donc besoin en urgence de connaître et comprendre la réalité de la Chine aujourd’hui pour être capable de tisser des liens de solidarités internationalistes.

Peut-on connaître la Chine à partir d’un reportage sur des conditions de vie moyenâgeuses d’un travailleur migrant dans une banlieue d’une mégapole chinoise au pied de gratte-ciels géants de grandes banques multinationales. Que dirions-nous d’un chinois qui imaginerait la France à partir d’un reportage sur l’expulsion de roms à quelques pas de La Défense ?

Et comment comprendre ce réel dans son histoire, avec les contradictions à l’œuvre et les actions des différentes forces sociales. Peut-on comprendre la Chine et ignorer ce que disent les communistes chinois, dont les congrès présentent avec franchise ces contradictions du développement de cet immense pays-continent, aussi grand et divers que l’Europe et la Méditerranée réunie.

Permettez-moi de citer l’excellent compte-rendu du séminaire international « la Chine au XXIème siècle, passé et avenir », édité par le Temps des Cerises sous le titre frappant pour nos rencontres « la Chine et le monde, développement et socialisme »

D’abord un fait sans précédent historique, en 30 ans, la Chine a fait passer 1/5 de l’humanité de la plus grande pauvreté à ce que le PCC nomme une « aisance moyenne ». En 1980, les 3/4 de l’humanité avaient un niveau de vie plus élevé que le chinois moyen, le quart restant étant justement la Chine. 30 ans plus tard, 50% de l’humanité vit moins bien que le chinois moyen...

Pendant que le système soviétique s’effondrait de perestroïka en restauration brutale du capitalisme, le PCC lançait une NEP généralisée qui a ouvert les portes aux capitaux privés étrangers, mais sous l’autorité de l’état socialiste. Il affirme jusqu’à son dernier congrès construire une « économie de marché socialiste », dans laquelle le capital public prédomine, ce que confirme le magazine Fortune qui liste 42 entreprises chinoises dans les 500 plus grandes du monde, trois seulement ne sont pas publiques.

Quand on lit les documents du PCC, on est frappé par la franchise des critiques. C’est le rapport au 18ème congrès du PCC qui nous dit « nous sommes confrontés aux problèmes saillants de déséquilibre, de manque d’harmonie et de non durabilité dans notre développement (...) les contradictions sociales se sont sensiblement multipliées... (...) certains cadres du parti... oublient presque notre objectif fondamental de servir le peuple (...) une partie de la population vit dans des conditions précaires (...) certains secteurs demeurent plus vulnérables à la corruption, ... »

En 2005, faisant le constat de l’aggravation des inégalités, le gouvernement chinois a engagé une politique forte de réduction de la pauvreté, et ce sont les revenus ruraux qui ont connu depuis la plus forte hausse réelle. On parle souvent des travailleurs migrants, leur revenu moyen a augmenté de 21% en 2012.



Le système de retraite mis en place repose sur une cotisation du salarié de 8% du salaire et de l'entreprise de 20%. Le gouvernement garantit l'équilibre du système de retraite.

L'IDH (hors revenu) est presque au niveau de l'Amérique Latine, très au-dessus de l'Inde et des pays arabes, le double de l'Afrique. Il a augmenté de 72% en 30 ans, de 17% seulement dans les pays riches. Le nombre d'homicides est 2 fois plus bas qu'en occident, 20 fois plus bas qu'en Amérique Latine. La mortalité infantile est trois fois plus basse qu'en Inde... Il y avait 200 000 enseignants dans le supérieur en 1980, 1,4 millions en 2010 pour 7 millions d'étudiants, sept fois plus qu'en 1995.

La Chine n'est plus dans le monde un pays de bas salaires. Jusqu'en 2005, la part des salaires dans le PIB a baissé, mais l'heure est à la relance, et l'augmentation est plus forte dans le Sichuan, à l'ouest que dans le cœur manufacturier de Shenzhen, à l'Est. En 2009, le salaire minimal était le double de l'Inde, 4 fois celui du Vietnam. Le salaire double tous les 6 ans. Le travail des enfants a été éliminé quand l'OIT dénonce 17 millions d'enfants au travail en Inde. L'extrême pauvreté au sens du PNUD a quasiment disparu quand elle augmente en Afrique. L'ONU annonce que la Chine atteindra les objectifs du millénaire en 2015 plus tôt que prévu, mais alerte sur les engagements non tenus des pays riches et la baisse de l'aide publique au développement

Les grèves de 2010, qui ont commencé chez Honda et se sont conclues par une négociation avec des représentants élus indépendamment des syndicats officiels, ont conduit à un grand débat politique et une nouvelle loi du travail, qui impose le CDI au bout de deux contrats. La chambre de commerce US a mené bataille contre cette loi. La chambre de commerce européenne a menacé de reconsidérer l'opportunité d'investissements. En 2011, il y a eu 180 000 mouvements sociaux, 2 fois plus qu'en 2008, 10 fois plus qu'en 2000.

Yang Keming, professeur à Durham, rappelle que les chinois évitent d'utiliser le mot classe qui rappelle la révolution culturelle, mais que la conscience de classe chez les travailleurs se développe. Lau Kin-Chi souligne que tous les conflits sont fondés sur les divergences d'intérêts entre patronat et salariés, mais contrairement aux analyses faites par les libéraux, ce mécontentement n'a pas la même traduction politique qu'en Europe de l'Est, car les chinois font déjà l'expérience du capitalisme.

Il faut je le répète d'abord connaître... et écouter cette analyse du congrès du PCC. *« Notre pays reste et restera longtemps encore dans la phase primaire du socialisme, étape historique incontournable pour la modernisation socialiste d'un pays arriéré du point de vue économique et culturel, modernisation qui demandera une centaine d'années pour arriver à son terme (...) A l'étape actuelle, la contradiction principale au sein de notre société est celle qui existe entre les besoins matériels et culturels croissants du peuple et le retard de la production sociale. En raison de facteurs internes et externes, la lutte de classes se poursuivra à long terme, quoique dans une sphère limitée, et elle pourrait même s'exacerber dans certaines conditions ; mais elle ne constitue plus un élément fondamental. En Chine, l'édification du socialisme a pour tâche principale de libérer et de développer les forces productives, de réaliser progressivement la modernisation socialiste et de réformer à cet effet ce qui, dans les rapports de production et la superstructure, ne correspond pas au développement des forces productives. »*

J'arrête avec ces éléments de connaissance et de compréhension, car bien sûr, tous ces faits et analyses nous interrogent. Mais que fait la bourgeoisie en Chine ? Est-elle un danger ? Peut-elle prendre la main sur le parti communiste ? Si en URSS, la rupture politique avec le socialisme a (en première analyse), précédé la rupture économique, ne faut-il pas craindre l'inverse en Chine ?

L'après-midi sera trop courte, mais pour avoir beaucoup échangé avec nos amis chinois, je sais qu'elle peut être un formidable point de départ pour se connaître et se comprendre, et résister ainsi à cette guerre idéologique qui veut absolument convaincre les travailleurs que le socialisme ne peut être qu'un drame, un échec, qu'il a été enterré par l'histoire, alors qu'il a pris de nouvelles racines en Amérique Latine, et qu'il continue à être au cœur des objectifs du parti communistes chinois.

Je sais que les Français, gaulois vindicatifs, mettent toujours en avant les oppositions, quand la culture chinoise insiste d'abord sur la politesse de ne pas dire non, mais cela n'a pas empêché les travailleurs Français d'accepter la domination du réformisme, quand les travailleurs chinois ont su en 60 ans révolutionner plusieurs fois leur pays.

C'est donc avec un très grand remerciement et une très grande joie que j'accueille Zhang Wencheng, de l'institut des recherches sur le socialisme dans le monde du CCTB, Ma Jingpeng, secrétaire de la Ligue de la jeunesse au CCTB et Yang Jinhai, secrétaire général du Bureau central des traductions. Permettez-moi de remercier enfin Li Qiqing, professeur d'économie chinoise, qui est un des organisateurs côté chinois de cette rencontre, et qui aurait aimé être ici car il avait appris à 14 ans à chanter les canuts, sans oublier notre camarade Jean-Claude Delaunay, absent car en Chine justement et qui nous a permis ce contact.

LA CHINE AUJOURD'HUI ET DEMAIN

Yang Jinhai, secrétaire général et professeur au Bureau central de compilation et de traduction à Beijing)

Quiconque désire comprendre la Chine actuelle et son avenir doit comprendre son histoire, sa culture, ses traditions, son milieu naturel. Il doit aussi comprendre son évolution économique, politique, culturelle et sociale, de même que ses relations internationales, sa stratégie et ses objectifs de développement. .

1. L'INFLUENCE DE L'HISTOIRE SUR LA CHINE D'AUJOURD'HUI

La Chine est un grand pays dont l'histoire remonte à plus de 5000 ans, reconnu universellement comme l'une des quatre civilisations phares de l'Antiquité avec l'Inde, l'Égypte et Babylone. Durant la plus grande partie de l'histoire, la Chine a été l'un des pays les plus avancés au monde. Elle a enrichi considérablement le patrimoine de l'humanité, notamment par ses quatre grandes inventions : le papier, l'imprimerie, la boussole et la poudre à canon.

Toutefois, après la guerre de l'Opium en 1840, la Chine a été opprimée par des forces réactionnaires tant à l'intérieur qu'à l'extérieur : peu à peu, son avance a fondu et son statut international s'est délité. À mesure que la Grande-Bretagne et d'autres pays capitalistes occidentaux y pénétraient, le pays a été aspiré à son corps défendant dans le système capitaliste mondial, et le gouvernement corrompu et incompétent des Qing fut forcé de signer une série de traités humiliants autant que traîtres avec les puissances impérialistes. La Chine a déchu dans une vassalité ignominieuse vis-à-vis des puissances impérialistes, et sa société est passée d'une féodalité cohérente à un système hybride semi-colonial et semi-féodal. Certes, au lendemain des guerres de l'Opium, on ne compte pas les Chinois animés de nobles idéaux qui ont fait des efforts surhumains pour trouver une voie capable de rendre à la Chine sa souveraineté et sa force d'antan : plans de salut national, introduction massive des idées occidentales, révoltes armées, tout fut essayé, mais rien n'y fit. Même Sun Yat-sen, le grand pionnier de la révolution bourgeoise, l'homme qui mena la révolution de 1911 et mit à bas le régime féodal, ne réussit pas à mener à son terme la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme et la féodalité, loin s'en faut.

Mao Tsé-toung a fait un jour une remarque profonde : « Les pousses de la révolution d'Octobre nous ont donné le marxisme-léninisme. » Après la révolution d'Octobre et surtout durant la période du mouvement du 4 mai en 1919, le marxisme est devenu peu à peu l'arme idéologique par laquelle les éléments progressistes en Chine se sont mis à comprendre la Chine et le monde.

La fondation du Parti communiste chinois (PCC) en juillet 1921 a fait du marxisme-léninisme l'idéologie phare de la révolution chinoise et transformé le caractère de la révolution démocratique chinoise, en remplaçant sa conception périmée de la démocratie par une conception nouvelle de celle-ci. Possédant désormais une théorie scientifique et une base organisationnelle solide, la révolution chinoise était sur la bonne voie pour se développer. Durant la révolution pour la nouvelle démocratie, c'est à partir des principes du marxisme que le PCC va s'attacher à comprendre la situation particulière de la Chine et à résoudre les problèmes de sa révolution.

La fondation de la République populaire de Chine (RPC) le premier octobre 1949 marque la victoire du peuple chinois dans son combat pour l'indépendance, la liberté et l'émancipation. Après la fondation de la Chine nouvelle, le PCC a correctement évalué les conditions objectives de la transition d'une société de démocratie nouvelle vers une société socialiste, formulé une ligne générale correcte pour la période de transition et mené à bien en sept ans la transformation socialiste de l'agriculture, de l'artisanat et de l'industrie, y compris l'industrie et le commerce capitalistes. Malgré les erreurs gauchistes dues à l'influence du modèle socialiste soviétique, l'édification du socialisme en Chine a enregistré de grands succès puisqu'un système économique national relativement complet avec un système industriel cohérent a vu le jour et que les conditions de vie du peuple chinois sur les plans économique, politique et culturel se sont améliorées considérablement.

Le troisième plénum du onzième Comité central du PCC en décembre 1978 a marqué le début de la période de réforme et d'ouverture sur le monde. Durant les trente années qui ont suivi, la Chine a fait des progrès gigantesques qui ont impressionné le monde entier sur les plans économique, politique et culturel. Le bilan de la réforme des institutions n'est pas moins impressionnant. Simultanément, le système théorique et le chemin de développement du socialisme à la chinoise ont commencé à prendre forme.

2. LES CINQ GRANDS DOMAINES DE DÉVELOPPEMENT EN CHINE ACTUELLE

Le troisième plénum du XI^e comité central du PCC marque le déplacement du centre de gravité de l'activité du Parti et de l'État vers le développement économique. Cette réunion a été le lever de rideau de la réforme et de l'ouverture de la Chine : à partir de là, le socialisme chinois a commencé à suivre son propre chemin de développement. C'est dans les campagnes que tout a commencé, et la première réforme a consisté à abolir le système des communes populaires pour le remplacer par un système d'exploitation forfaitaire à base familiale. Ensuite, dans l'industrie, les entreprises ont commencé à pousser comme des champignons dans les bourgades et les villages, et l'on a adopté progressivement une nouvelle politique de gestion ordonnée des grandes entreprises tout en laissant les petites suivre leur propre chemin. Le passage d'une économie planifiée socialiste à une économie de marché a donné un coup de fouet au développement de l'économie. En même temps, des réformes décisives et audacieuses étaient entreprises dans les domaines politique et culturel, qui ont donné d'excellents résultats. La société chinoise est aujourd'hui engagée dans une vaste dynamique de réforme et d'ouverture à tous les niveaux. Pour vraiment comprendre la Chine actuelle, il est essentiel de se pencher sur les cinq grands domaines de développement dans la société chinoise : la transformation économique, la transformation politique, la transformation culturelle, la transformation sociale et la transformation écologique.

1. Le développement économique socialiste à la chinoise

Le développement économique socialiste à la chinoise consiste à mettre en place une économie de marché tout en conservant le cadre du socialisme, en libérant et en développant continuellement les forces productives. Depuis la fondation de la RPC et surtout depuis le début de la politique de réforme et d'ouverture il y a trente ans, l'économie chinoise s'est développée énormément. Les conditions de vie des Chinois se sont considérablement améliorées, et la puissance globale du pays s'est élevée de manière substantielle. Les scènes tragiques de dénuement et de dévastation omniprésentes dans la Chine ancienne ont été remplacées par des scènes de prospérité, d'harmonie sociale et de puissance nationale.

La politique de développement économique menée actuellement a pour objectif premier de réformer le système socialiste dont la Chine a hérité. Dans son acception la plus reçue, le socialisme n'est rien d'autre que la propriété publique, l'économie planifiée et la distribution du revenu sur la base du travail fourni. Grâce à la réforme, la Chine possède désormais un système économique adapté au stade primaire du socialisme où elle se trouve encore. Son nouveau système économique présente trois caractéristiques : il mêle la propriété publique, qui reste dominante, à d'autres formes de propriété ; il comprend un marché qui est un système d'échange des moyens de production dans lequel le marché distribue les ressources sous le macrocontrôle de

l'État ; il instaure un système de distribution des revenus qui donne une place prédominante à la rémunération du travail tout en permettant l'existence d'autres formes de distribution.

Premièrement, la Chine a mis sur pied un système d'économie de marché socialiste. Il s'agit d'un système inédit qui combine le système socialiste à l'économie de marché. On y retrouve à la fois les caractéristiques essentielles du socialisme et les caractéristiques ordinaires de l'économie de marché. Pour parler vulgairement, la supériorité de l'économie de marché socialiste tient à sa capacité d'utiliser « deux mains » avec une égale habileté : la main invisible du marché et celle, visible, du gouvernement. Tout en préservant la stabilité, cette ambidextrie permet d'atteindre un maximum de liberté et d'efficacité économiques. La crise financière asiatique de 1997 et la crise mondiale de 2008 ont avéré qu'un système économique de type libéral est incapable de maintenir une stabilité durable et un développement économique rapide, et que seule une économie de marché socialiste peut concilier ces deux avantages. Si des secteurs tels que la banque, l'aéronautique, les télécommunications, les transports, le pétrole, les chemins de fer, les céréales, et l'énergie n'étaient pas aux mains de l'État, le gouvernement aurait le plus grand mal à réguler le fonctionnement de l'économie chinoise, ce qui veut dire que celle-ci ne serait pas sortie sans de graves séquelles des deux crises financières que nous venons de mentionner.

Deuxièmement, la Chine a mis sur pied un système de propriété des moyens de production adapté au stade primaire du socialisme. Il s'agit d'un système de propriété dans lequel la part de l'État prédomine : elle n'exclut pas d'autres formes. Cette prédominance se manifeste de deux manières : d'une part, quantitativement et qualitativement, l'État détient la part du lion dans les biens de la société ; d'autre part l'économie publique joue le rôle de régulateur du fonctionnement de l'ensemble de l'économie : elle guide le développement économique, principalement par ses leviers de contrôle.

Troisièmement, la Chine a mis sur pied un système de répartition des revenus adapté au stade primaire du socialisme. À mesure qu'avancait la restructuration de l'économie, l'économie publique a connu de profonds changements : l'actionnariat des personnes morales et des employés s'est répandu. Néanmoins la rémunération du travail reste la principale forme de revenu pour les employés des entreprises publiques. Il en va de même pour les entreprises non publiques, à ceci près qu'elles ont la liberté de rémunérer leur personnel selon d'autres facteurs de production tels que le savoir-faire, la technique, la gestion et le capital. La pratique a montré que cette diversité est bénéfique pour la concurrence dans les domaines du travail, de la technique, du savoir-faire, du capital et de la gestion, et qu'elle permet à toutes les sources de création de richesse de s'écouler librement pour l'enrichissement de tous. En approfondissant la réforme du système de distribution des revenus, le gouvernement chinois cherche à résoudre deux problèmes : le premier est la relation entre le slogan « enrichissez-vous les premiers » et le slogan « assurer la prospérité commune ». Le gouvernement permet à certaines personnes de s'enrichir en premier par des activités commerciales légales, de manière à ce qu'elles entraînent les autres dans leur sillage. Le second problème est celui du rapport entre l'efficacité et l'équité : il ne suffit pas de préparer un gâteau, il faut aussi le découper convenablement. Ces dernières années, le gouvernement chinois, dans la mise en œuvre des réformes, a accordé plus d'attention à la justice sociale et à la lutte contre la polarisation de la société en veillant à bien traiter la relation entre l'efficacité et l'équité dans la distribution primaire et la redistribution.

Finalement, la Chine a diversifié sa politique, mettant en œuvre de nombreuses stratégies telles que la stratégie d'enrichissement du pays par la science et l'éducation, la stratégie de développement de l'ouest du pays et la stratégie de développement scientifique, ce qui a permis le développement sain et rapide de l'économie nationale.

2. Le développement politique socialiste à la chinoise

Le développement politique socialiste à la chinoise vise à faire du peuple chinois le maître du pays, sous la direction du PCC. Cela implique l'institution d'un État de droit, le développement de la démocratie socialiste, et la création d'une situation politique caractérisée par une société stable et ordonnée, un gouvernement propre et efficace, l'union et la cohabitation harmonieuse de toutes les ethnies et un état de dynamisme général.

1) La philosophie politique

Depuis le début de la politique de réforme et d'ouverture, le PCC a établi sa propre ligne politique fondamentale, la résumant par la formule « une tâche centrale et deux points fondamentaux ». L'expression « tâche centrale » signifie que le développement économique passe avant toute autre chose. Par les « deux points fondamentaux », on entend l'adhésion aux 4 Principes de base et à la politique de réforme et d'ouverture. Les 4 principes de base sont la voie du socialisme, la dictature démocratique du peuple, la direction du PCC et, enfin, la pensée de Mao Tsé-toung et le marxisme-léninisme. L'adhésion à la réforme et à l'ouverture signifie que nous nous attachons à réformer les relations économiques, les institutions et les mécanismes inadaptés au développement économique, et à établir activement des relations économiques et de coopération avec les autres pays du monde. Les 4 Principes de base sont le fondement de l'édification nationale et la pierre d'angle politique qui soutient l'existence et le développement du Parti et de la Chine. La réforme et l'ouverture sont le chemin pour renforcer le pays et la source de vitalité qui permet le développement et le progrès du Parti et du pays. Cette ligne politique est le prolongement et le développement du socialisme.

2) L'instauration régime d'État

Le régime étatique chinois se définit comme une dictature démocratique populaire. Pour maintenir ce régime, il faut garantir que tous les pouvoirs au sein de l'État appartiennent au peuple ; que le peuple dirige les affaires du pays dans les domaines politique, économique, culturel et social de diverses manières et par divers canaux, conformément à la Constitution et aux lois ; et que le peuple reste le seul maître du pays. Le maintien de la dictature démocratique populaire implique aussi l'exercice entier des fonctions dictatoriales du pouvoir étatique pour préserver l'intégrité du régime politique et maintenir la stabilité et le développement de la société.

3) L'instauration du système politique

a) Le système politique de base. Le gouvernement de la Chine repose sur le système des assemblées populaires. Le système des assemblées populaires est le système politique de base qui permet au peuple chinois d'être le maître du pays. Les assemblées sont le canal fondamental et la forme suprême de la souveraineté du peuple ; pour le Parti, les assemblées sont le meilleur moyen de faire jouer son rôle à la démocratie et d'appliquer la ligne de masse dans l'exercice du pouvoir étatique.

b) Le système des partis politiques. Le système de coopération pluripartite et de consultation politique sous la direction du PCC est l'une des institutions politiques fondamentales de la Chine. Il est le fruit du mariage de la théorie marxiste sur les partis politiques et de la doctrine du front commun dans les conditions actuelles de la Chine. Il existe huit partis politiques en Chine, en plus du PCC. Il s'agit du comité révolutionnaire du Guomindang de Chine, de la Ligue démocratique de Chine, de l'Association pour la construction démocratique de Chine, de l'Association chinoise pour la promotion de la démocratie, du Parti démocratique des paysans et des ouvriers de Chine, du Parti chinois pour l'intérêt public, de la Société du 3 septembre et de la Ligue pour l'autonomie démocratique de Taïwan. La Conférence consultative politique du Peuple chinois (CCPPC) est une institution importante qui permet des discussions politiques et des consultations entre les partis sous la direction du PCC, et un moyen important de promouvoir la démocratie socialiste dans la vie politique chinoise. Les fonctions principales de la CCPPC sont la consultation politique, la surveillance démocratique, la participation à l'administration du pays et la discussion des affaires politiques.

c) Le système d'autonomie régionale ethnique. La partie continentale de la Chine compte 1,34 milliard d'habitants répartis dans 31 provinces, régions autonomes et municipalités relevant directement du pouvoir central. Taïwan, Hong Kong et Macao ont une population combinée de 30 millions d'habitants, ce qui porte la population chinoise à 1,37 milliard d'âmes au total, soit à peu près un quart de la population mondiale. La Chine est une nation pluriethnique qui compte 56 groupes ethniques distincts. Les minorités ethniques forment 8,41 % de la population. Ces populations ont des langues, des religions, des modes de vie et des coutumes particulières. C'est pourquoi la Chine pratique un système d'autonomie régionale ethnique dans les zones où sont concentrées ces minorités ethniques.

d) Le système démocratique à la base. À l'heure actuelle, la Chine a déjà mis en place un système d'autogouvernement démocratique à la base qui comprend les comités de villageois, les comités de résidents urbains et les assemblées de travailleurs.

4) La primauté du droit

Depuis l'avènement de la réforme et de l'ouverture, notre pays a accompli des réalisations remarquables dans la mise en place d'un système légal socialiste. Actuellement, il y a plus de 230 lois de l'État et 600 règlements administratifs en vigueur en Chine, ainsi que plus de 7.000 règlements locaux. 30 ans nous ont suffi pour établir un système de lois moderne que les pays développés ont mis 400 à 500 ans à mettre au point.

5) La réforme du système politique.

Durant les 30 dernières années, notre pays a fait des progrès remarquables dans la réforme du système politique. Tout en améliorant constamment les quatre systèmes politiques fondamentaux mentionnés ci-dessus, le nombre des canaux par lesquels les citoyens ordinaires peuvent participer à l'administration et à la discussion des affaires politiques et au contrôle démocratique ont constamment augmenté. Citons à titre d'exemple l'abolition de l'immovibilité des cadres dirigeants, la mise en œuvre d'un système d'examens pour la fonction publique, l'amélioration du système d'évaluation et d'examen des cadres, la création d'un système d'audiences administratives et l'établissement d'un système de secrétaires de presse du Parti et des organismes gouvernementaux. L'établissement de ces systèmes surpasse à bien des égards le système relativement unidimensionnel des élections démocratiques en Occident, et ils forment un nouveau type de système démocratique qui inclut des élections démocratiques, des nominations basées sur des examens, la consultation politique et la surveillance par l'opinion publique.

Le PCC est le parti au pouvoir en Chine, et il accorde une attention particulière à son auto-perfectionnement, qui consiste principalement à améliorer son idéologie, son organisation, son style de travail, ses institutions et sa lutte contre la corruption. Le PCC a toujours eu une double nature d'avant-garde, étant l'avant-garde à la fois de la classe ouvrière et de la nation chinoise. Il a toujours eu pour but de servir le peuple de tout cœur, de s'administrer en vue du bien commun, et d'exercer le pouvoir étatique au seul profit du peuple. Le Parti a toujours eu pour socle théorique le marxisme-léninisme, il a toujours cherché à se renforcer idéologiquement et théoriquement, et il a constamment veillé à approfondir la compréhension du marxisme parmi ses membres. Le Parti a un système complet et une organisation soudée, de même qu'une forte discipline, ce qui lui donne une grande capacité organisationnelle de mobiliser la population. Le Parti s'attache à traiter correctement ses relations avec le gouvernement et les autres parties. Tout cela rend constamment ses efforts d'amélioration de soi plus scientifiques.

3. Le développement culturel socialiste à la chinoise

Développer la culture socialiste aux caractéristiques chinoises consiste à prendre le marxisme comme guide et de préserver la diversité du développement culturel. Son but est de cultiver des citoyens ayant des idéaux, de la morale, de la culture et de la discipline, et de développer une culture socialiste de masse orientée vers le monde et l'avenir, reflétant le caractère national du pays et ayant un caractère scientifique.

1) La Chine développe vigoureusement les entreprises culturelles de service public et offre des garanties aux droits et intérêts fondamentaux du peuple chinois dans le domaine de la culture. D'abord, il met en place un système public de services culturels. Le gouvernement chinois utilise le financement public pour créer des services publics culturels multifonctionnels pratiques et efficaces. Il s'agit d'un système qui a une structure cohérente, qui couvre à la fois les zones urbaines et rurales, et dont le but

principal est de veiller à ce que tous les Chinois puissent exercer leurs droits culturels de base en ayant accès à la télévision et à la radio, et participer à des activités culturelles publiques. De plus, il travaille à l'élaboration d'un réseau de médias moderne et accélère la mise en place d'un système de médias techniquement avancés, à haut débit et à large couverture. Enfin, il met au point un système pour transmettre et conserver ce qu'il y a de meilleur dans la culture traditionnelle. Elle s'efforce de trier, d'organiser et d'imprimer les textes classiques, et de promouvoir leur numérisation. Elle lutte pour mieux préserver ses principaux lieux de culture, les joyaux de son patrimoine naturel, ses institutions phares dans le domaine de la préservation de la culture et ses villes historiques remarquables. Elle est également en train de faire un énorme travail de préservation du patrimoine culturel immatériel et de promotion énergique de la culture traditionnelle.

2) La Chine accélère le développement des industries culturelles en mettant d'abord en place un système moderne pour son industrie culturelle. Le gouvernement chinois a lancé plusieurs grands projets dans des domaines clés : promotion de la réorganisation des industries culturelles ; développement et expansion des industries culturelles traditionnelles telles que l'édition, le cinéma, la télévision, l'impression, la publicité, les arts du spectacle, le divertissement, les conférences et les expositions; développement accéléré de nouvelles industries culturelles telles que la création culturelle, l'édition numérique, le multimédia mobile et les jeux informatiques. En outre, elle entend établir un modèle dans les industries culturelles, modèle dans lequel des formes de propriété diverses cohabitent avec une propriété publique prédominante. Enfin, elle entend donner une forte impulsion à l'innovation culturelle scientifique et technique. La Chine veut favoriser le développement de l'informatique, de l'industrie aéronautique et d'autres secteurs de nouvelles et hautes technologies. En même temps, elle s'efforce d'élever le niveau technique de ses équipements dans les domaines de l'édition, de l'impression, des médias, du cinéma, de la télévision, des arts du spectacle, des réseaux et de l'animation, et de renforcer constamment la compétitivité de base de ses industries culturelles.

4. Le développement social socialiste à la chinoise

L'objectif du développement social est de construire une société harmonieuse. Une société harmonieuse est une société dans laquelle il existe un système juridique démocratique, où règnent l'équité, la justice, la sincérité et la fraternité ; c'est une société stable et ordonnée où les êtres humains vivent en harmonie avec la nature. 1) Pour construire une société harmonieuse en Chine, il importe de donner la priorité au développement de l'éducation et de renforcer le pays en cultivant ses ressources humaines. 2) Il faut mettre en œuvre une stratégie d'expansion massive de l'emploi et d'encouragement de l'esprit d'entreprise pour stimuler l'emploi. 3) De profondes réformes doivent être menées dans le système de distribution des revenus pour accroître les revenus des citoyens et des habitants des campagnes et ainsi éviter la polarisation. 4) On doit accélérer la mise en place d'un système de sécurité sociale qui couvre à la fois les habitants des villes et des zones rurales et qui assure les besoins fondamentaux de tout le monde. 5) On doit mettre en place un système médical et de santé de base pour rendre la population plus saine. 6) La gestion sociale doit être améliorée pour préserver la stabilité sociale et l'unité.

5. Le développement écologique socialiste à la chinoise

Lors du XVII^e congrès national du Parti, le PCC a clairement mis en avant la pensée du développement de l'environnement, et le XVIII^e congrès national du Parti lui a donné une place encore plus importante dans son ordre du jour et pris des dispositions complètes pour sa mise en œuvre. Sur le plan des valeurs, il a insisté sur la nécessité de respecter et de protéger la nature, et de se plier à ses lois. Sur le plan de l'orientation, la priorité est donnée à l'économie, à la protection et à la régénération naturelle. Sur le plan de la mise en œuvre, on a mis l'accent sur la promotion du développement « vert », circulaire et à faibles émissions de carbone. L'objectif final est d'embellir la Chine. Question temps, il faut évidemment s'attendre à ce que le changement prenne de longues années d'efforts ardu.

Le gouvernement chinois a adopté un grand nombre de mesures pour améliorer l'environnement et a déjà obtenu de premiers succès. Mentionnons la reconversion des terres agricoles en forêts, le reboisement, le projet de dérivation d'eau du Sud vers le Nord, le développement de l'énergie hydroélectrique et des énergies renouvelables, la conservation des ressources, la réduction des émissions polluantes, la transformation du modèle de développement, la planification globale de l'utilisation des terres et des ressources, etc. Le XVIII^e congrès national du Parti a formulé les exigences de base pour le développement de l'environnement. Leur objectif global est d'optimiser l'espace terrestre du pays, de promouvoir la conservation des ressources, de renforcer la protection des écosystèmes et de la biosphère, et d'accélérer la mise en place d'une civilisation respectueuse du milieu naturel.

En outre, la Chine gère à la fois activement et prudemment ses relations avec Taïwan, Hong Kong et Macao, ainsi que ses relations internationales. La Chine met en œuvre la politique dite « un pays, deux systèmes ». Elle veut que « le peuple de Hong Kong gouverne Hong Kong » et que « les Macanais gouvernent Macao » en jouissant d'un degré élevé d'autonomie, car cela est bénéfique à la fois pour la partie continentale et pour Hong Kong et Macao. La Chine adhère fermement au principe directeur du développement des relations entre les deux rives et de la réunification pacifique de la Chine et met en œuvre un large éventail de politiques dans ce sens. Elle cherche continuellement à intensifier les consultations entre les deux rives, applique activement l'accord-cadre de coopération économique et promeut la confiance politique mutuelle entre les deux rives. Elle travaille inlassablement à consolider les bases politiques du développement pacifique des relations transdétroit de manière à améliorer continuellement la situation dans ce domaine.

Dans les relations internationales, la Chine porte haut levé le drapeau de la paix, du développement et de la coopération ; elle se tient à une politique étrangère indépendante et pacifique, suit la voie du développement pacifique, prône une stratégie ouverte gagnant-gagnant, et promeut sans relâche un monde harmonieux de paix durable et de développement commun dans le but de créer un environnement extérieur et des conditions plus favorables à la modernisation de la Chine.

3. L'AVENIR DE LA CHINE

Il existe beaucoup de conditions favorables au développement futur de la Chine. Sur le plan économique, la Chine est désormais la deuxième économie du monde et connaît encore une croissance rapide de son PNB. Celui-ci a été de dix pour cent environ au cours des trente dernières années, et de 7,7 % au cours des neuf premiers mois de cette année, un ralentissement qui s'explique par les effets de la restructuration économique. Ce taux reste cependant supérieur à la moyenne mondiale. Politiquement, la direction du PCC est forte, et les membres de tous les groupes ethniques du pays sont étroitement unis. Culturellement, la Chine a pour guide la pensée progressiste et connaît un développement culturel marqué par la diversité. Socialement, la Chine possède un environnement social harmonieux et stable. Internationalement, la position de la Chine ne cesse de se renforcer, et la Chine a des amis dans le monde entier.

Cependant, le développement futur de la Chine doit faire face à de nombreux défis. À l'échelle nationale, notre développement économique est déséquilibré à bien des égards ; il existe un large fossé entre les riches et les pauvres, entre les villes et les campagnes ; le système juridique démocratique doit être renforcé ; le problème de la corruption est grave ; les contradictions au sein de la société sont encore vives ; le développement culturel de la Chine a peu d'influence hors de ses frontières ; et la détérioration de l'environnement a atteint des proportions alarmantes. Sur le plan international, notre niveau de développement économique est encore relativement en retard par rapport aux pays occidentaux développés ; notre situation internationale est encore relativement complexe ; certaines puissances occidentales continuent de mettre des obstacles au développement de la Chine. Cependant, le peuple chinois ne doute pas un seul instant qu'il ne puisse résoudre ces problèmes et relever ces défis grâce à un travail acharné.

Dans son développement futur, la Chine persévéra dans la voie qu'elle a choisie et conservera ses caractéristiques et ses points forts, à savoir la stabilité, l'efficacité, l'harmonie et la paix. La Chine doit rester fidèle à l'expérience fondamentale qu'elle a acquise dans son développement, à savoir qu'il faut croire aux perspectives du socialisme, réaliser les réformes de manière progressive, se tenir à la voie du juste milieu et de l'harmonie, et maintenir la ferme direction du Parti. La Chine doit surtout poursuivre tous azimuts la grande entreprise de la modernisation socialiste à la chinoise sur la base de la stratégie de développement adoptée lors du XVIII^e congrès national du Parti.

Le développement futur de la Chine se dévoile à nos regards dans les objectifs à atteindre « pour les deux centennaires », selon la formule du président Xi Jinping : achever d'ici à 2021, année du centenaire de la fondation du PCC, l'édification d'une société de moyenne aisance et doubler la taille de l'économie chinoise, ainsi que les revenus de la population, et réaliser pour l'essentiel sa modernisation d'ici à 2049, lorsque la Chine nouvelle fêtera le centenaire de sa fondation. Voilà en quoi consiste le « rêve chinois ».

La pratique n'a pas de fin ; l'innovation est inépuisable. Le peuple chinois a, théoriquement et pratiquement, la confiance nécessaire pour faire de son pays un État moderne et socialiste qui mariera la puissance, la prospérité, la démocratie, la civilisation et l'harmonie, et pour apporter de nouvelles contributions au progrès de la civilisation humaine.

REFLEXIONS SUR LA MONDIALISATION

Li Qiqing, professeur et chercheur en sciences économiques au Bureau central des traductions de Chine

La mondialisation est omniprésente. Qu'on le reconnaisse ou non, elle influence profondément la marche de l'histoire du monde. Ma contribution a pour objectif de l'observer dans son ensemble et sous ses différents aspects.

4. GENESE DE LA MONDIALISATION

La mondialisation est au fond le prolongement de la socialisation de la production. En ce sens, elle ne représente rien de nouveau dans l'histoire du monde. Marx l'avait déjà prévue il y a 150 ans. Dans le Manifeste, il dit : *"par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays"*¹. La bourgeoisie avait pour vocation d'établir un marché mondial unifié, débarrassé de tout obstacle aux échanges. On se rappelle à juste titre que l'économie mondiale était déjà intégrée sur le plan commercial au début du 20^{ème} siècle. La mondialisation s'inscrit donc dans la continuité d'un processus amorcé il y a déjà 360 ans, c'est-à-dire, depuis la révolution bourgeoise, et qui a pris son élan décisif avec la libéralisation financière dans les années 80 et la fin des deux marchés parallèles (Staline) après la guerre froide. Elle correspond à une nouvelle phase de développement du capitalisme et ne fait que lui restituer sa vocation originelle, transnationale plus qu'internationale, qui est de se jouer des frontières comme des États, des traditions comme des nations, pour mieux soumettre toute chose à l'unique loi de la valeur.

5. CARACTERISTIQUES DE LA MONDIALISATION

Ceci dit, la mondialisation présente aujourd'hui des caractéristiques spécifiques, on en relèverait trois principales :

(1) **La prédominance des Etats-Unis.** La mondialisation se déploie dans un espace hiérarchisé. Les Etats-Unis dominent les autres en raison tant de la dimension des marchés que de l'hégémonie militaire. L'Amérique utilise des organisations internationales tels que le FMI, l'OMC et la BM comme instruments pour réaliser ses propres fins. Elle prêche le libre-échange, tout en sachant bien se protéger et protéger ses entreprises. Elle stipule les règles du jeu et joue un rôle d'arbitre.

(2) **L'ampleur sans précédent de la mondialisation.** La mondialisation n'est pas un phénomène nouveau, mais l'ampleur du phénomène actuel n'a rien à voir avec ce que l'on a connu dans le passé, car aujourd'hui la mondialisation touche la grande

¹ Karl Marx, Friedrich Engels, Manifeste du Parti communiste, Edition en Langues étrangères, Beijing, 1966, P.37

majorité des activités humaines. Il ne s'agit pas seulement de mondialisation des marchés, mais de mondialisation de la production avec une très forte mobilité transnationale des facteurs (moyens de production, main-d'œuvre, capitaux) qui y participent. Par ailleurs, la mondialisation est aussi financière par la connexion en réseau des marchés obligataires et boursiers. La croissance spectaculaire des transactions financières (2000 milliards par jour !) en est une preuve des plus significatives. Elle est politique par l'aliénation et l'érosion de la souveraineté des Etats-nations. Elle est culturelle par le circuit des produits culturels à l'échelle mondiale et la diffusion des idées et des façons de penser. Elle est également écologique par la pollution qui s'aggrave de jour en jour et qui franchit toutes les frontières. Elle est enfin militaire, car l'absence de sécurité collective menace toute la planète. En un mot, elle déborde largement la sphère économique et touche presque toutes les activités humaines. L'ampleur de la mondialisation se multiplie par interaction entre la base économique et la superstructure.

(3) L'asymétrie de la mondialisation. La mondialisation est loin d'être universelle et homogène ; bien au contraire, une de ses particularités importantes est d'être asymétrique, car les pays qu'elle embrasse ne se trouvent pas sur un pied d'égalité. Le libéralisme préconise que le marché est le seul garant des meilleurs produits aux meilleurs prix, et donc de l'accroissement des richesses globales. Ce postulat repose sur deux prémisses fausses, car il sous-entend que tous les produits (ou services) sont de même nature et que tous les partenaires de l'échange sont à égalité. En réalité, c'est la loi de la jungle qui régit le marché. Elle profite aux plus forts tout en portant préjudice aux plus faibles. Si on faisait un bilan statistique approximatif de la mondialisation, on arriverait à la conclusion que, dans l'ensemble, elle a enrichi environ 30% de l'humanité, les 70% restants se trouvant marginalisés et exclus.

6. INFLUENCES DE LA MONDIALISATION

Tout n'est pas rose, la mondialisation est une arme à double tranchant. Si la mondialisation s'avère un excellent moteur de croissance, elle est, par contre, un mauvais instrument de distribution des richesses sociales. La production mondiale, de même que celle de la plupart des pays, augmente avec la mondialisation, mais les inégalités et la pauvreté s'accroissent également. Le monde est en phase de polarisation avec un fossé de plus en plus large entre les pauvres et les riches à l'échelle internationale.

Les chiffres sont éloquentes. Au cours des trente dernières années, la part des 20% des plus pauvres dans le revenu mondial est tombée de 2.3 % à 1.4%. Dans le même temps, la part des 20% les plus riches passait de 70 à 85%. L'écart de revenu entre les 20% les plus riches et les 20% les plus pauvres a ainsi doublé, passant de 30 /1 à 60/1. La proportion d'individus habitant des pays ayant connu une croissance annuelle de leur revenu supérieure à 5% a plus que doublé (passant de 12 à 27%), mais la proportion de la population mondiale connaissant une croissance négative de ce revenu a plus que triplé, passant de 5% à 18%.

La fortune des 358 individus milliardaires en dollars que compte la planète est supérieure au revenu annuel cumulé des 45% d'habitants les plus pauvres de la planète.

Les inégalités se sont aussi creusées au sein des pays. Avant la mondialisation, la solidarité sociale au sein des Etats-nations permettait à l'Etat de jouer un rôle redistributif, dans le but d'atténuer la montée des inégalités et les menaces de fracture sociale. L'impôt progressif et les politiques de lutte contre la pauvreté diminuaient quelque peu les gains des riches pour en donner une partie aux pauvres. Depuis la mondialisation, cette marge de manœuvre s'est fortement réduite car toute politique redistributive entraîne des conséquences défavorables à la compétitivité en augmentant les charges des entreprises qui, maintenant, peuvent choisir de s'établir ailleurs. La délocalisation des entreprises constitue donc une menace permanente. D'où l'affaiblissement de la position de négociation des ouvriers et du rôle des syndicats. Aux Etats-Unis, les classes inférieures ont ainsi vu leur revenu réel baisser substantiellement depuis deux décennies.

7. ATTITUDES A ADOPTER A L'EGARD DE LA MONDIALISATION

Après cette analyse dialectique, une question se pose à nous avec force : Comment affronter la mondialisation qui nous procure une occasion pour le développement et nous lance à la fois un défi sévère ? C'est une question difficile, mais à laquelle on doit impérativement trouver des réponses adéquates.

(1) Il ne faut pas avoir peur de la mondialisation. Il ne sert à rien de la craindre. La mondialisation est un fait sur lequel on ne reviendra pas. C'est un parcours irréversible. Je voudrais illustrer cet argument par une parabole : la mondialisation ressemble à une averse en train de tomber, pas d'imperméable pour se couvrir. Au lieu de rester passif, on doit s'y joindre et passer à l'action pour y faire face. Une des leçons historiques importantes pour les pays socialistes, c'est qu'il fallait savoir traiter d'une manière pertinente les relations avec les pays capitalistes. Déjà en 1881, Marx avait montré dans sa lettre à Zassoulitch cette possibilité : *" La contemporanéité de la production occidentale, qui domine le marché du monde, permet à la Russie d'incorporer à la commune tous les acquêts positifs élaborés par le système capitaliste sans passer par ses fourches caudines."*² Bien entendu, les pays développés, notamment les Etats-Unis, disposant des technologies avancées et d'énormes capitaux occupent une place dominante dans la mondialisation, tandis que les pays en développement risquent de s'enliser dans une situation défavorable. Mais en sachant saisir l'occasion et éviter ce qui est pernicieux, ils pourraient quand même tirer le plus d'avantages possibles de la mondialisation.

(2) Il faut mener une lutte du tac au tac contre le néolibéralisme. La mondialisation elle-même est innocente, c'est le néolibéralisme qui est maléfique. Il prêche le libre-échange prématuré qui pérenniserait les avantages qu'en retirent les pays industrialisés. En réalité, les pays en développement ne peuvent que progresser lentement, étape par étape, vers l'instauration du libre-échange mondial. Et ils ne peuvent le faire que dans la mesure où une telle politique leur est bénéfique et non nuisible. Ils doivent protéger leurs industries naissantes jusqu'à ce qu'ils aient rattrapé leur retard. Pour le moment, les pays en

² Karl Marx, Friedrich Engels, Manifeste du Parti communiste, Edition en Langues étrangères, Beijing, 1966, P.37

développement devraient créer leurs propres blocs économiques régionaux, en libéralisant les échanges entre eux tout en négociant collectivement avec les pays développés sur les conditions du commerce et de l'investissement, ou, plus généralement, bâtir délibérément un ordre mondial dans lequel les règles du marché pourraient promouvoir l'égalité à l'intérieur des pays et entre les pays au lieu de la saper. Force est donc de contrôler les perversions du marché en tenant compte des intérêts des individus et des pays faibles.

(3) Il faut envisager l'avenir de la mondialisation avec l'optimisme. Si l'on analyse le phénomène de la mondialisation dans l'optique du matérialisme dialectique et historique, on arrive à la conclusion que la mondialisation est mue par la contradiction fondamentale qui existe tout au long du processus de transition du capitalisme au socialisme, à savoir la contradiction entre la propriété privée des moyens de production et la socialisation de la production, qui fera accéder le capitalisme à une société supérieure. Ainsi, le capitalisme prépare-t-il, malgré lui et à son insu, son antithèse : le socialisme. En ce sens on peut dire que la mondialisation est la sage-femme de la société suprême : le communisme. On n'a donc aucune raison d'en avoir peur, tout au contraire, on devrait l'accueillir à bras ouverts. En s'organisant et en se lançant dans le combat pour une construction citoyenne du monde, c'est un monde nouveau que l'on aura à gagner.

LE DEVELOPPEMENT DU SYNDICALISME EN CHINE

Zhang Wencheng-Bureau central de traduction à Beijing

On recense actuellement en Chine 2 665 000 organisations syndicales de base, qui comptent 280 millions de membres : c'est la plus grande organisation de masse du pays, et la plus grande organisation syndicale au monde. En tant que force importante dans l'édification et le développement du socialisme à la chinoise, les syndicats jouent un rôle important dans la vie économique, politique et sociale du pays. Nous allons exposer ici brièvement la question des syndicats en Chine en nous concentrant sur trois points : (1) l'évolution et les caractéristiques des syndicats chinois, (2) la situation actuelle des syndicats en Chine ; (3) les problèmes rencontrés par le syndicalisme en Chine et ses mutations novatrices.

1. L'EVOLUTION ET LES CARACTERISTIQUES DES SYNDICATS CHINOIS.

Le développement des syndicats chinois est à l'image du développement du socialisme en Chine : un long chemin sinueux. Les débuts de la république populaire de Chine se caractérisent par la coexistence des secteurs public et privé au sein de l'économie, par l'inachèvement des institutions gouvernementales, et aussi par la très grande importance accordée aux syndicats. En 1950 voit le jour la première loi syndicale. Mais lorsque le gouvernement commence à fonctionner à plein régime et qu'en particulier l'économie planifiée est introduite dans le pays, la position de la confédération syndicale panchinoise (ACFTU) s'affaiblit, et le rôle des organisations syndicales à la base est cantonné dans trois fonctions : la production, la vie quotidienne et l'éducation. Durant la période de la Révolution culturelle, comme on met exagérément l'accent sur la direction du parti et le rôle de pont et de courroie de transmission des syndicats, ceux-ci deviennent de simples fantoches.

Après la réforme et l'ouverture, en particulier après la transition vers une économie de marché, à la faveur de la recomposition économique et de la diversité des intérêts, et de la nouvelle complexité des relations de travail, les syndicats sont de nouveau pris au sérieux. La nouvelle loi sur les syndicats de 1992 et sa révision de 2001 redéfinissent les droits et les responsabilités syndicales, ainsi que la nature de leurs activités. Les activités syndicales se redéplient alors conformément à la loi et prennent plusieurs caractéristiques uniques, propres à la Chine.

Primo, les syndicats chinois acceptent la direction du Parti communiste et respectent strictement les « quatre principes cardinaux ». Ces principes sont gravés dans la loi sur les syndicats et les statuts des syndicats. Les organisations syndicales sont contrôlées par les comités du Parti de même niveau et par la structure syndicale de niveau supérieur, étant entendu que le comité du Parti a le dernier mot.

Secundo, il existe une organisation nationale unique en vertu du principe du centralisme démocratique. Sa structure se subdivise en trois niveaux : province, région et district. Le congrès national des syndicats et le comité exécutif de la confédération chinoise des syndicats (ACFTU) qui en émane sont les organes de direction suprêmes du syndicalisme chinois.

Tertio, les syndicats sectoriels et les syndicats locaux fonctionnent en binôme. La création de syndicats sectoriels nationaux est soumise à l'approbation de l'ACFTU. La Chine compte actuellement dix syndicats sectoriels nationaux, dont trois appliquent déjà le nouveau système de direction bicéphale mais avec prédominance du syndicat sectoriel, et sept avec prédominance du syndicat local.

Quarto, l'accent est mis sur la nécessaire harmonie entre les intérêts des travailleurs et employés d'une part et l'intérêt général de l'autre. Les syndicats, en sauvegardant l'intérêt général, sont censés mieux représenter et défendre les intérêts des travailleurs. Il est inadmissible en Chine que les syndicats poursuivent des intérêts égoïstes au dam des intérêts de la collectivité.

Quinto, les syndicats jouent un rôle important dans le développement économique et social. Les syndicats doivent se mobiliser et organiser les travailleurs pour qu'ils participent activement à l'édification du pays et à la réforme. Ils font tous leurs efforts pour promouvoir le développement national dans les domaines économique, politique, culturel et social.

Sexto, les syndicats s'appliquent à établir des relations de travail harmonieuses et à résoudre les conflits du travail par la négociation et dans le respect de la loi en renonçant à tout extrémisme dans leurs moyens.

Telles sont les principales caractéristiques des syndicats chinois. Elles sont le fruit des recherches faites par les syndicats pour mieux « coller » aux particularités du développement national. Cela explique les différences très nettes qui existent entre les syndicats chinois et ceux de l'URSS, ou encore ceux des pays industrialisés de l'Occident.



2. LA SITUATION ACTUELLE DES SYNDICATS EN CHINE

Les fonctions principales des syndicats chinois sont : représenter et défendre les droits et intérêts légitimes des travailleurs ; organiser les travailleurs pour qu'ils participent à la prise de décision, à la gestion et au contrôle démocratiques de leur unité de travail ; mobiliser et organiser les travailleurs pour qu'ils participent à la réforme et à la construction du pays, et s'efforcent de réaliser les diverses tâches à eux confiées ; former les travailleurs afin qu'ils améliorent continuellement leur éthique professionnelle, leur compétence technique, leurs connaissances scientifiques et leur bagage culturel. Au cours des dernières années, les syndicats ont connu un grand développement dans tous les secteurs. Nous insisterons ici sur les développements récents qu'ont connus les syndicats sur les plans de l'organisation, de la négociation collective et de l'établissement de relations de travail harmonieuses.

(A) Développement et nouveautés dans les organisations de base

À la fin juin 2013, le nombre d'organisations syndicales nationales de base s'élevait à 2 753 000, couvrant 6 378 000 unités de travail. Le taux de syndicalisation du personnel était de 81,1 %. Cela représente 280 millions de personnes affiliées. Les syndicats paysans comptent quant à eux 109 millions de membres, soit plus de 40 % du nombre total des travailleurs ruraux, qui sont 260 millions en Chine.

Premièrement, le syndicalisme commence à percer dans les entreprises étrangères. En 2006, les travailleurs du magasin de la chaîne Wal-Mart à Jinjiang (province du Fujian) ont créé leur syndicat, mettant ainsi fin à la résistance acharnée de la multinationale américaine à tout essai d'organisation de son personnel. Par la suite, tous les magasins Wal-Mart à travers la Chine se sont dotés d'un syndicat. En 2012, parmi les 3 053 entreprises installées en Chine par les 500 plus grosses firmes commerciales du monde, 91,9 % possédaient un syndicat.

Deuxièmement, on constate un essor des fédérations syndicales à la base. Au cours des dernières années, les syndicats et les petites entreprises non publiques ont travaillé à établir au niveau des districts des fédérations syndicales à caractère régional ou sectoriel. On observe en particulier dans les petites et très petites entreprises de moins de 25 salariés un développement fulgurant des organisations syndicales. Il existe désormais 121 400 fédérations syndicales, implantées dans 3 129 700 petites et très petites entreprises ; 40 000 organisations syndicales au niveau des bourgades ou des quartiers, et près de dix mille fédérations à ces mêmes niveaux. Ont également apparu des syndicats nouveaux comme les syndicats de marché, les syndicats de projet, les syndicats de bâtiment et les fédérations syndicales des secteurs agricoles. On voit donc se former à l'échelle nationale un réseau à trois niveaux : bourgades ou quartiers, villages et petites entreprises.

Troisièmement, on recrute des syndicalistes de métier afin de mettre de l'ordre dans les syndicats. Ces dernières années, l'ACFTU a recruté plus de 30 000 professionnels. Ceux-ci remplissent les fonctions de président ou de cadre au sein des organisations syndicales de base et dans les fédérations, où ils font pour les travailleurs des petites entreprises non publiques ce que les anciens syndicalistes n'osaient ou ne pouvaient pas faire, ce qui a permis aux syndicats de cesser d'être des organisations fantoches.

(B) La négociation collective comme principal moyen

Grâce à la mise en œuvre de la loi sur le contrat de travail, les syndicats ont redéployé leur activité en la centrant sur la négociation collective, faisant des progrès significatifs dans ce domaine.

Premièrement, la portée de la négociation collective a été étendue. À la fin septembre 2012, un total de 2 245 000 conventions collectives avaient été signées ; dans plus de 70% des 31 provinces, régions autonomes et municipalités relevant directement du pouvoir central du pays ont été conclus des accords salariaux sur la base de négociations entre syndicats et employeurs. Cela représente un total de 5 792 000 entreprises, soit une augmentation de 978,6 % par rapport à 2003 ; le nombre de travailleurs couverts est de 26 719 700, soit une augmentation de 298,4 %, toujours par rapport à 2003.

Deuxièmement, les négociations salariales collectives sont au cœur de la négociation collective. À la fin septembre 2012, 1 229 000 accords salariaux collectifs avaient été conclus. Ils couvrent 15 029 500 travailleurs dans 3 081 000 entreprises, ce qui représente, par rapport à 2003, une augmentation de 951,5 % et de 320 % respectivement. Plus de 90 % des 500 plus grosses entreprises mondiales en Chine ont mené des négociations collectives sur les salaires.

Troisièmement, les négociations salariales collectives sectorielles sont devenues une priorité. À la fin septembre 2012, on avait signé 208 000 contrats collectifs sectoriels dans 970 000 entreprises, concernant 3 761 800 travailleurs, soit une augmentation de 420 %, 623,9 % et 202,5 % par rapport à 2003.

Quatrièmement, on a amélioré le système des négociations salariales collectives, et la compétence des négociateurs s'est améliorée. À la fin de 2012, le pays comptait 14,9 millions d'experts en matière de négociation collective, dont plus de 2 000 à plein temps.

Cinquièmement, un mécanisme tripartite à la chinoise pour la coordination des relations de travail a été mis en place pour l'essentiel. En 2001, le ministère du Travail et de la Sécurité sociale et l'ACFTU ont créé, de concert avec l'Association chinoise des entreprises et l'Association des entrepreneurs chinois, un système de concertation à trois pour harmoniser les relations du travail. Depuis lors, ce mécanisme tripartite n'a cessé de s'étendre. À la fin août 2012, 17 193 structures de concertation à tous les niveaux avaient déjà vu le jour, dont 419 au niveau des villes (préfets), 3 556 au niveau des districts (villes), et 13 078 au niveau des quartiers (communautés). Actuellement, toutes les villes (préfets) de Chine en possèdent. Ce mécanisme tripartite joue un rôle de plus en plus important dans l'élaboration des lois et des politiques, dans la coordination des positions et les

échanges d'information, dans l'établissement de mécanismes, dans la médiation de conflits, dans le conseil et dans la surveillance de l'application de la loi.

(C) Créer des relations de travail harmonieuses dans les entreprises.

Créer des relations de travail harmonieuses vise à promouvoir le développement global du pays et les solutions gagnant-gagnant, ainsi qu'à favoriser l'expansion des entreprises. Les actions en vue d'instaurer des relations de travail harmonieuses ont commencé en 2006. À ce jour, les activités de ce type au niveau des villes et des régions ont atteint le nombre de 407 (99,26 % du total); dans les districts et les petites villes, on en a recensé 2 827 (95,21 %). Le nombre d'entreprises et de parcs industriels participant à ces initiatives s'élève à 996 000 et 3 324 respectivement.

À la fin 2008, l'ACFTU et la structure tripartite de concertation ont lancé des négociations réunissant syndicats, employeurs et travailleurs dans les régions de la façade côtière du pays afin de parvenir à des « accords communs ». Selon les situations, on a encouragé les entreprises à ne pas licencier du personnel, à en licencier moins, à ne pas réduire les salaires, à les réduire dans une moindre mesure, ou à les renégocier avec les travailleurs. À la fin 2009, le nombre des actions menées afin d'arriver à des accords communs dans ces entreprises avaient atteint plus de 630 000, couvrant 8 427 900 travailleurs, soit 45,6 % des salariés des entreprises. À la fin 2009, la Chine avait déjà pris fermement les devants dans l'économie mondiale, et le pouvoir syndical s'y est établi de manière irrévocable.

3. LES PROBLEMES RENCONTRES PAR LE SYNDICATS ET LEUR SOLUTION

Les syndicats chinois tout en se développant ont aussi rencontré quelques problèmes. Nous allons nous concentrer ici sur trois d'entre eux.

(A) Le développement de la négociation collective sur les salaires est limitée par de nombreux facteurs.

Tout d'abord, la négociation collective au sein des entreprises est limitée par des obstacles institutionnels. On sait que les négociations salariales se font entre des entreprises et des syndicats, mais comme les entreprises appartenant à l'État ne disposent de fonds que dans la mesure exacte où la commission chargée de gérer les avoirs de l'État leur en donne, il leur est difficile d'augmenter les salaires si des sommes correspondantes ne leur viennent pas d'en haut. La marge de manœuvre des syndicats lors de la négociation salariale en est réduite d'autant.

Deuxièmement, la négociation collective se heurte à des restrictions d'ordre sectoriel. Un exemple : l'industrie du taxi en Chine est un secteur semi-public. L'entrée dans la profession, sa surveillance, les tarifs au kilomètre, les frais de gestion et les subventions pour le carburant, tout est fixé par des services de l'État. Par conséquent, la convention collective de l'industrie du taxi ne peut être négociée directement avec le syndicat de la compagnie de taxi, mais doit l'être par les associations de l'industrie du taxi et les syndicats avec les ministères compétents.

Troisièmement, la négociation collective dans l'industrie se heurte à la faiblesse des syndicats industriels. Les syndicats chinois ont longtemps été faibles. Dans les années 80, l'ACFTU ne comptait que 15 syndicats industriels, et chacun d'eux ne comptait tout au plus que de 10 à 20 employés. Ensuite, dans les années 90, le nombre des syndicats industriels est tombé à dix, dont sept syndicats affiliés à l'ACFTU, avec un personnel de trois à cinq personnes. Les syndicats industriels au niveau provincial sont très peu développés. Cette situation est évidemment peu propice à l'expansion de la négociation collective dans l'industrie. Quatrièmement, le manque de syndicalistes compétents, surtout en matière de négociations salariales.

(B) Il existe une variété de facteurs qui influent sur la médiation des différends du travail et son efficacité.

Premièrement, seulement de 50 à 60 % des entreprises ont mis en place une commission de conciliation. Beaucoup en sont dépourvues.

Deuxièmement, la médiation manque de force, beaucoup de médiateurs du personnel sont des non-professionnels qui exercent cette activité dans leur temps libre.

Troisièmement, les syndicats n'ayant aucune autorité judiciaire, même si la médiation aboutit, elle reste difficile à appliquer.

Quatrièmement, lorsque la médiation ou l'arbitrage n'aboutit pas, de nombreux travailleurs, en particulier les migrants, ne veulent pas aller en justice de peur qu'en cas de victoire, leur employeur ne se venge sur eux.

(C) Le statut des dirigeants syndicaux n'est pas propice à l'exercice des fonctions syndicales.

Premièrement, avant la réforme des entreprises d'État, le chef du syndicat était généralement un cadre de niveau intermédiaire, payé quasiment comme les autres travailleurs. Depuis la réforme, le chef du syndicat est entré dans la direction de l'entreprise et touche un salaire beaucoup plus élevé que la moyenne des travailleurs. Il en résulte que lorsque les travailleurs sont en conflit avec l'entreprise, la direction du syndicat est tentée de prendre le parti de celle-ci.

Deuxièmement, les dirigeants syndicaux dans les entreprises privées ne bénéficient pas d'une protection suffisante du gouvernement, ce qui les rend vulnérables. Lorsque les travailleurs sont en conflit avec le patron, il leur est difficile de les défendre. Deux méthodes ont été suivies pour résoudre ce problème : d'abord, comme nous l'avons dit plus haut, on recrute des chefs de syndicat professionnels dans la société. L'autre méthode consiste à faire appel, en cas de mollesse du syndicat concerné, à une structure syndicale de niveau supérieur, qui vient alors en aide aux travailleurs en difficulté.

On peut dire d'une manière générale que ces problèmes sont des problèmes de croissance, des signes que l'on progresse. Pourvu que la réforme se poursuive, que l'on développe le pays, que l'on continue à faire des recherches pour améliorer le fonctionnement des syndicats, il ne fait aucun doute que ces difficultés finiront par être surmontées. La Chine est encore à



l'étape de la modernisation, les syndicats ont donc un vaste espace pour se développer. Tout porte à penser que le chemin du syndicalisme socialiste à la chinoise deviendra de plus en plus large.

LUTTONS CONTRE LES INEGALITES POUR CONSTRUIRE UNE SOCIETE HARMONIEUSE,

Li Qiqing, professeur et chercheur en sciences économiques au Bureau central des traductions de Chine

1. L'IMPORTANCE DU PROBLEME

Il existe de toute évidence des inégalités sociales dans la société de Chine. Ce problème la préoccupe et mérite une étude très sérieuse, ceci pour des raisons suivantes :

1. La Chine est un pays socialiste. Le socialisme considère la justice sociale comme sa valeur suprême et s'est fixé pour objectif de supprimer toutes les inégalités.
2. Notre planète n'est pas encore sortie de l'ombre de la crise financière qui date de l'année 2008, et cette crise exerce une influence défavorable sur la Chine. Le commerce extérieur ne s'est pas encore rétabli. Le taux de chômage augmente. L'accroissement de la demande intérieure laisse à désirer. En cette circonstance, ces inégalités aggraveront la distorsion de la structure de l'économie et pire encore menaceront la stabilité de la société.
3. Pour faire face à la crise, la Chine envisage de restructurer son économie et d'accroître sa demande intérieure, mais ces inégalités font obstacle à cette stratégie.
4. Les inégalités et par conséquent, la polarisation de la société limitent la propension marginale à consommer et ne soutiennent pas un développement durable et soutenable.

2. QUELLES SONT CES INEGALITES ?

Ces inégalités sont multidimensionnelles.

1. **L'inégalité de revenu.** Il faut avouer que le niveau de vie des Chinois s'est beaucoup élevé depuis la réforme et l'ouverture sur l'extérieur. La situation s'améliore aussi pour ceux qui sont au bas de l'échelle. Trois cents millions d'habitants se sont débarrassés de la pauvreté absolue depuis ces trente dernières années. Mais les revenus des paysans, notamment ceux qui vivent dans les régions reculées progressent lentement par rapport aux urbains. Les proportions en la matière s'élèvent à 3 ou 4 contre 1. On mesure l'inégalité des revenus en utilisant l'indice de Gini. En Chine le coefficient de Gini a dépassé 0,4, seuil alarmant et atteint à peu près 0,47. Cela signifie que la répartition du revenu national n'est pas raisonnable.
2. **L'inégalité pour l'instruction.** Le fait que les enfants issues des ménages pauvres ont moins de chance d'être mieux éduqués entraîne des conséquences très graves. Cette inégalité suscite un sentiment très fort d'injustice, car elle signifie une transmission intergénérationnelle de la pauvreté. Un milieu familial défavorisé en termes de faible niveau d'instruction a le plus souvent pour effet d'accroître la persistance de la pauvreté. La transmission de la pauvreté et plus généralement, des inégalités constituent une source d'inefficacité économique.
3. **L'inégalité pour l'emploi.** Dans ce domaine, deux groupes de gens attirent nos attentions. Il s'agit d'abord des paysans migrants qui cherchent du travail dans les villes. Au fur et à mesure que la crise financière se propage, vingt millions des paysans migrants ont perdu leur travail et ont été obligés de rentrer chez eux. La précarité au travail les hante tout le temps. Un autre groupe c'est celui des étudiants diplômés. Chaque année, la Chine compte environ 7 millions de diplômés. Mais le marché du travail ne peut en absorber que 80%. D'ailleurs, ces jeunes doivent encore affronter des conditions d'insertion dans l'emploi de plus en plus difficiles.
4. **L'inégalité face au logement.** La flambée du prix des logements font reculer les gens rêvant d'avoir leur appartement. Certains jeunes dont la plupart sont des employés au col blanc ont acheté leurs appartements à crédit. Mais ils se sentent un peu aliénés et se qualifient comme des esclaves de la maison. D'autres problèmes se posent encore : par exemple, l'espace disponible limité ; la vétusté et sous-équipement du logement etc.
5. **L'accès inégal à la protection sociale.** Aujourd'hui, la protection sociale n'arrive pas encore à couvrir toute la population. Le gouvernement a fait de grands efforts pour aider les paysans, surtout les ménages à bas revenus, mais les allocations et les prestations restent encore faibles. Dans ce domaine, nous avons encore un grand chemin à parcourir vu que la population rurale occupe encore la majorité en Chine.
6. **L'accès inégal à l'internet.** A l'échelle mondiale, la facture numérique interdit l'accès aux technologies de l'information et de la communication à plusieurs milliards d'individus qui vivent pour la plupart dans les pays du Sud. En Chine, trois cent millions d'habitants disposent d'une connexion à l'internet, mais il y a presque autant de gens qui ont moins accès aux technologies de l'information et de la communication. Mais le lien entre pauvreté et accès aux technologies de l'information et de la communication reste manifeste, par exemple, dans les régions rurales, les informations sont souvent asymétriques pour certains paysans à bas revenus, parce qu'ils ne possèdent ni un téléphone fixe, ni un téléphone portable, il est encore moins question d'un ordinateur ou mini-ordinateur. Résultat : leur intégration au marché est handicapée par manque d'informations.

3. LES MESURES A PRENDRE POUR SURMONTER LES INEGALITES



1. **Chercher par tous les moyens à multiplier les emplois.** Pour stimuler l'emploi, les finances centrales prévoient une enveloppe de 43,3 milliards de yuans, destinée notamment à faciliter la mise au travail des diplômés de l'enseignement supérieur, des travailleurs migrants d'origine rurale. En renforçant notre soutien politique et en améliorant nos services d'orientation professionnelle, nous inciterons les étudiants diplômés à se rendre dans les villes comme dans les régions rurales pour occuper des fonctions dans les échelons de base, et à aller travailler dans les régions du Centre et de l'Ouest et dans les PME. Parallèlement, pour stimuler l'emploi, nous mettrons davantage de moyens à la disposition des chercheurs d'emploi pour les aider à trouver par eux-mêmes une occupation rémunératrice ou à créer leur propre entreprise. En outre, nous mettrons en place un mécanisme permettant de multiplier les emplois par l'augmentation des investissements publics. Nous continuerons à renforcer les formations professionnelles en veillant surtout à améliorer les aptitudes à l'emploi des paysans migrants et de la main-d'œuvre nouvelle dans les villes et les campagnes. Dans le cadre de l'amélioration des services d'aide à l'emploi, nous nous appliquerons à mieux canaliser la main-d'œuvre, en particulier les travailleurs migrants d'origine rurale, tout en améliorant la coordination entre les régions exportatrices et importatrices de main-d'œuvre.
2. **Accélérer l'amélioration du système de protection sociale couvrant aussi bien les citoyens que les ruraux.** Nous ferons progresser un nouveau système d'assurance vieillesse dans les campagnes en étendant à 23% des districts du pays le champ de cette expérimentation. Nous nous attacherons à régler sans tarder les problèmes dont nous avons hérité, notamment en ce qui concerne la couverture par l'assurance vieillesse des retraités des entreprises collectives qui n'y sont pas encore inscrits. Nous placerons sous la protection du nouveau régime de l'assurance contre les accidents du travail la totalité des 1,3 million de personnes qui sont malades ou handicapées par suite d'accidents du travail avant la mise en œuvre de ce régime. Nous nous appliquerons à incorporer les travailleurs migrants dans les assurances sociales. Nous nous appliquerons à renforcer la garantie du minimum vital pour les citoyens et les ruraux et à améliorer le niveau de leur protection. Il faudra accélérer la mise en place d'un système de protection sociale et d'un réseau de services pour les personnes handicapées, et mener à bien l'application de différentes mesures d'aide et de soutien en leur faveur, de manière à créer un environnement favorable à leur accès égal à la vie sociale. Cette année, nous élèverons de 10% le niveau de la pension de vieillesse de base accordée aux retraités des entreprises. Les gouvernements à tous les niveaux seront aussi appelés à accroître les investissements dans la protection sociale.
3. **Réformer le système de répartition des revenus.** Nous devons continuer à maintenir et améliorer le système basé principalement sur la rémunération selon le travail fourni et qui favorise la coexistence de multiples formes de distribution, à assurer à la fois le rendement et l'équité et à favoriser la prospérité commune de notre population. Pour ce faire, il nous faudra élaborer rapidement les mesures politiques destinées à réajuster la structure de répartition du revenu national, élever progressivement la part des revenus des ménages dans la distribution du revenu national et améliorer le poids que représente la rémunération du travail dans la répartition primaire. On veillera également à régler de façon rigoureuse les revenus du personnel d'exploitation et de gestion, notamment des hauts cadres de gestion dans les entreprises d'Etat et les établissements financiers et à parfaire les moyens de contrôle dans ce domaine. Enfin, il nous faudra continuer à remettre de l'ordre dans la distribution des revenus. Nous veillerons à protéger les revenus légaux, à interdire les revenus illégaux, à remédier à la disparité excessive des revenus entre individus, à mettre progressivement en place un ordre de répartition des revenus à la fois ouvert, transparent, équitable et rationnel, et à renverser résolument la tendance à l'élargissement de l'écart des revenus.
4. **Favoriser un développement sain et régulier du marché immobilier.** Dans le but de satisfaire les besoins fondamentaux de la population en logements, il faudra juguler fermement l'envolée des prix du logement dans certaines villes. Nous poursuivront sur une grande échelle le projet de logement garanti pour tous. Les finances centrales alloueront 63,2 milliards de yuans au paiement des allocations spéciales dans ce domaine, soit une augmentation de 8,1 milliards de yuans par rapport à l'année précédente, ce qui permettra de construire trois millions de logements à prix et loyers fixes et de rénover 2,8 millions de logements rudimentaires de diverses catégories. Nous nous efforcerons d'augmenter l'offre de terrains destinés à la construction des logements marchands ordinaires à prix bas ou modéré et de petite ou moyenne surface, et veiller à la remise en ordre et à la réglementation du marché immobilier. Pour ce faire, il sera essentiel d'améliorer les méthodes de gestion et d'utilisation des recettes provenant de la cession de terrains et de freiner l'envolée de leurs prix de transfert. Nous sanctionnerons avec plus de sévérité les délits et les irrégularités commis aux différentes étapes de l'exploitation immobilière : par exemple, mise en sommeil de terrains à bâtir, refus de vente d'immeubles résidentiels en prévision d'une hausse des prix, surenchère sous toutes ses formes, etc.
5. **Accélérer la réforme et le développement du secteur médical et sanitaire.** Nous continuerons d'accroître la couverture de la protection médicale de base. Cette année, l'allocation accordée à l'assurance maladie de base des citoyens et au nouveau système de mutualité médicale dans les régions rurales s'élèvera à 120 yuans, soit une augmentation de 50% par rapport à l'année précédente, tandis que la cotisation des particuliers sera augmentée raisonnablement. Le plan de développement des services médicaux et sanitaires de base dans les agglomérations urbaines et les régions rurales sera réalisé dans ses grandes lignes et la formation d'un personnel compétent dans ce domaine sera renforcée. On améliorera les mesures politiques destinées à soutenir la construction de dispensaires et la formation de médecins dans les campagnes. On soutiendra énergiquement la création de services médicaux et sanitaires financés par des capitaux non publics. On promouvra le développement de la médecine et de la pharmacie chinoise traditionnelle et des minorités ethniques.
6. **Accorder la priorité au développement de l'éducation.** Nous encouragerons les différents milieux de la société à créer des établissements scolaires pour répondre aux besoins diversifiés de la population en matière d'éducation. Nous allons munir les classes des écoles primaires et secondaires rurales d'installations multimédia pour l'enseignement à distance, afin de permettre aux enfants des régions rurales et reculées d'avoir un accès égal aux moyens pédagogiques de qualité. Nous ferons en sorte que soit renforcée la construction d'écoles préscolaires et d'établissements d'enseignement pour handicapés, et qu'un soutien plus énergique soit accordé à l'éducation en faveur des minorités ethniques. Nous allons

continuer à développer l'enseignement professionnel. Pour adapter celui-ci au marché de l'emploi, nous nous efforcerons, en réorganisant les ressources de l'éducation et en améliorant les modes d'enseignement, d'accroître les aptitudes des élèves à l'emploi et à la création d'entreprises. La priorité sera donnée à la formation des enseignants et des directeurs des écoles primaires et secondaires rurales chargées de l'enseignement obligatoire, et les enseignants compétents seront encouragés à aller enseigner dans les régions rurales déshéritées.³

4. CINQ QUESTIONS DE JEAN-CLAUDE DELAUNAY A LI QIQING

1) Vous indiquez les différentes actions à entreprendre pour lutter contre les inégalités. Personnellement, je crois que votre gouvernement a la volonté d'agir comme vous le dites. Mais un lecteur français, toujours sceptique par nature, vous dira peut-être : **Est-ce que la crise économique en cours ne va pas obliger à revoir ce programme ?** Si tel est le cas, comment ce projet va-t-il être réaménagé ? J'ai cru comprendre que votre Président, M. Xi Jinping, avait envisagé une prochaine session de planification. Peut-être faut-il attendre ce moment pour répondre à ma question ?

2) Indépendamment de la situation économique mondiale, **quelles sont les causes des retards observés** dans tel ou tel domaine de réduction des inégalités ? A tout hasard, je me risque à donner quelques éléments d'une possible liste (mais qui peut être totalement erronée) : les lenteurs de l'administration, le hukou, la corruption, l'ampleur des problèmes, le sous-développement du Centre et de l'Ouest, Etc.

3) Comme chacun sait, la Chine dispose d'une tradition étatique ancienne qui lui permet d'accomplir un certain nombre de tâches modernes (par exemple la protection contre les catastrophes naturelles, la mise en place de grandes infrastructures ferroviaires, la politique du développement scientifique, etc...). Mais pour lutter contre les inégalités, il me semble qu'il faut autre chose. En particulier, **il faut une administration fiscale extrêmement développée**. Est-ce que la fiscalité en Chine est suffisante pour faire face à la lutte contre les inégalités ?

4) Personnellement, en étudiant votre pays, j'ai été conduit à distinguer **L'Etat socialiste** (celui qui fait les infrastructures, la défense, la lutte contre les calamités, etc.) et **L'Etat social**. Cette distinction vous semble-t-elle utile ? Pourrait-on dire que la Chine a hérité de son histoire un Etat socialiste, qu'elle doit moderniser mais qui existe, mais qu'elle n'a pas hérité d'un Etat social, et qu'elle doit le construire. Ce qui expliquerait un peu les retards que vous constatez ?

5) Que pensez-vous de la **théorie des Trois représentations** ? N'est-elle pas susceptible d'introduire dans votre société des différenciations sociales pouvant ralentir la solution des problèmes inégalitaires que vous mentionnez et dont vos gouvernements ont cherché et cherchent la solution avec détermination ?

REFLEXIONS SUR LE MODELE SOCIAL FRANÇAIS

Li Qiqing, professeur et chercheur en sciences économiques au Bureau central des traductions de Chine

« Un atome peut représenter tout l'univers » : cet article vise à faire une anatomie du modèle social français et de ses innovations pour replacer la France dans la place qu'elle occupe dans la mondialisation.

1. LE CONTEXTE HISTORIQUE DU MODELE SOCIAL FRANÇAIS

Le modèle social français est né de l'époque du compromis keynésien dite des « Trente Glorieuses ». En France, il était notamment lié au Front populaire. Aussi peut-on dire que c'était le fruit du mouvement ouvrier. Ce modèle était caractérisé par l'équilibre entre liberté et cohésion sociale, entre marché et régulation étatique. Il reposait sur un cercle vertueux liant croissance et redistribution : la croissance économique finance la redistribution sociale qui en retour soutient la consommation et nourrit la croissance. Ce modèle social insiste sur la justice sociale et prend sa racine dans les traditions historiques de la France. Ses éléments constitutifs peuvent remonter à un temps très ancien, jusqu'à l'époque du socialisme utopique. N'oublions pas que la France est réputée comme le pays natal du socialisme. C'est elle qui a donné au monde ses précurseurs tels que Saint-Simon, Charles Fourier et autres.

2. LE CONTEXTE SOCIOLOGIQUE DU MODELE SOCIAL FRANÇAIS

Il est à noter que le modèle social français a joué un rôle positif de réconciliateur dans une société de classes comme celle de la France où existe l'antagonisme entre le capital et le travail, les classes dominantes et les classes dominées. S'il n'a pas pu combler le fossé des inégalités sociales, il les a du moins atténuées et adoucies. « Grâce à l'Etat-providence, ces inégalités ne régresaient malheureusement pas assez, mais elles étaient sous contrôle : le rapport des 10 % les plus modestes face aux 10 % les plus aisés était passé d'un rapport de 1 à 20 en 1900 à un rapport de 1 à 8, stable depuis les années 1960. »⁴

3. LE MODELE SOCIAL FRANÇAIS DANS L'UNION EUROPEENNE

La France est un des pays fondateurs et moteurs de l'intégration européenne. On parle de l'intégration économique, politique, monétaire etc. On ne parle guère de l'intégration idéologique. Or, si l'on peut trouver une idéologie qui pourrait unifier l'Europe,

³ Voir: Wen Jiabao (2010) « Rapport d'activité du gouvernement, Présenté le 5 mars 2010 à la troisième session de la XIème Assemblée Populaire Nationale

⁴ Strauss-Kahn. D. (2005), «La réponse à la crise du modèle social français : le socialisme de l'émancipation», Revue socialiste, Novembre 2005.



ce serait la social-démocratie. Et le modèle social français est justement basé sur cette idéologie ainsi que l'économie du marché social de l'Allemagne. C'est ce que Michel Albert appelait le modèle rhénan dans son livre *Le capitalisme contre le capitalisme*. Naturellement, il y a encore d'autres modèles, tels que le modèle suédois, etc. Mais l'universalité réside dans la spécificité. Tous ces modèles représentent respectivement cette universalité. Même les pays de l'Europe de l'Est sont aussi de cette catégorie, parce qu'ils jouissaient aussi d'une vieille tradition de la social-démocratie. « La vieille Europe » et « la nouvelle Europe » ne font qu'une grâce à la social-démocratie. Si l'on remonte encore plus loin, on peut dire qu'au temps de la guerre froide, c'était justement la social-démocratie qui avait bien résisté au communisme de l'ex-Union soviétique. Comprendre cela revêt une importance primordiale, car cela explique pourquoi la France ne pourrait pas s'écarter trop de son modèle social. Ce n'était pas sans raison qu'on a pu constater que M. Sarkozy est au cours de son mandat devenu de plus en plus chiraquien malgré la rupture qu'il avait préconisée lors de la campagne présidentielle : il ne parlait plus de la réforme du travail des 35 heures par semaine. « En portant de nouvelles chaussures, il marche dans l'ancienne route. » Ce reproche était un peu injuste. L'ancien président de la République était innocent. La raison en est que le modèle social français prend sa racine dans la culture française et sur la terre de la France. Comme dit le proverbe, « on ne peut pas tirer les cheveux de soi-même pour quitter la terre. »

4. LE MODELE SOCIAL FRANÇAIS ET LE MODELE ANGLO-SAXON

De l'autre côté de l'Atlantique, il existe vraiment un autre modèle, c'est ce que Michel Albert appelait le modèle anglo-saxon. La France peut-elle recopier ce modèle ? On répond par la négative et la raison en est simple : les Etats-Unis d'Amérique, en tant qu'unique superpuissance survivante de la guerre froide, sont le seul pays qui soit compétent pour pratiquer le néolibéralisme et en tirer profit, avec ses moyens propres : l'exorbitant privilège du dollar comme monnaie internationale ; des forces militaires incomparables etc. D'ailleurs, ces dernières années, le néolibéralisme commence à connaître son déclin. La crise financière dite des « *subprimes* » a porté un coup à l'économie américaine et l'Amérique a connu depuis 2008 une récession qui se propagea aussi en Europe et dans le monde entier. Les crises financières successives depuis la fin du siècle dernier nous ont fait découvrir les conséquences pernicieuses du néolibéralisme. Partout dans le monde, on condamne le capitalisme de spéculation, la déréglementation à outrance, le fétichisme de la liquidité artificielle etc. Pour maîtriser la crise financière, l'intervention de l'Etat a tendance à se renforcer. La France ne pourra pas agir à contre-courant. Ce sera une bénédiction, si le capitalisme des entrepreneurs l'emportera sur le capitalisme de spéculation en France.

En ce qui concerne l'opposition de ces deux modèles, il faut faire remarquer que ce n'est pas comme le cas de la guerre en Irak, l'Amérique n'a pas voulu imposer son modèle à la France. D'où une question : les Français ont-ils besoin d'abandonner eux-mêmes leur modèle ? Il n'est peut-être pas insignifiant d'ajouter que le modèle social français donne beaucoup d'inspirations et d'expériences pour la Chine qui s'efforce de construire une société harmonieuse. Naturellement, elle ne peut pas le recopier littéralement, vu les particularités et les complexités de sa situation.

5. LES DEFIS AUXQUELS EST CONFRONTE LE MODELE SOCIAL FRANÇAIS

Or ce modèle social a subi une crise majeure depuis ces vingt dernières années. La croissance économique de la France demeure stagnante. Le taux de chômage réel reste aux alentours de 10 %. Les inégalités, stables depuis les années 1960, se creusent plus profondément. Les plus pauvres sont relégués dans les cités ghettos. Un grand nombre des immigrés de nationalité française sont devenus les moins nantis et les plus démunis. Ils ont plus que jamais du mal à s'intégrer dans la société française. Résultat : les banlieues de Paris où ils sont agglomérés se sont enflammées à la fin de l'année 2005. Les classes populaires, menacées par la précarité, sont prises par l'angoisse de l'insécurité. Les jeunes, par crainte de leur avenir non assuré, se sont lancés dans la lutte contre le CPE au début de l'année 2006. « La République se déchire » : partout on parle de la fracture sociale et des nouvelles aliénations.

Il s'agit d'abord de la mondialisation qui élargit l'éventail des revenus. Elle touche les emplois des salariés peu qualifiés des pays avancés, qui sont acculés à la concurrence avec les bas salaires des pays en développement. La délocalisation et la désindustrialisation ont frustré ou diminué une partie des postes de travail surtout dans les industries manufacturières.

Il s'agit ensuite de la financiarisation de l'économie. Depuis les années 80 du siècle dernier, le capitalisme est entré dans une nouvelle phase, c'est ce qu'on appelle le capitalisme monopoliste financier dont la forme de la réalisation de la plus-value est différente de celle du capitalisme industriel. Sa logique est celle du rendement sur les marchés financiers et non plus de la croissance sur le marché des biens. Nous assistons à des spéculations financières sans précédent : le partage de la richesse sociale se déforme en faveur du capital et au détriment du travail.

Il s'agit encore du changement du rapport de forces entre le capital et le travail engendré par la réorganisation et l'atomisation du travail qui résultent de l'introduction accélérée et massive de technologies de l'information et de la communication, qualifiée de « révolution informationnelle ».

Il s'agit enfin de la privatisation des secteurs publics ainsi que de la déréglementation d'activités antérieurement très encadrées par la législation. Il faut avouer que leur mise en application, tout en portant atteinte à la citoyenneté, irait de pair avec l'accroissement des inégalités entre les classes sociales, tant en ce qui concerne les revenus que les patrimoines. En un mot, l'homogénéité sociologique exprimée par la notion de société salariale serait sévèrement mise en cause.⁵

Face à cette montée des inégalités de marché, les défaillances du modèle social français s'avèrent évidentes. D'abord la France n'a plus suffisamment de quoi l'alimenter vu l'anémie économique qui la frappe depuis trois décennies. Sa capacité redistributive a atteint ses limites d'autant plus qu'avec la mondialisation, une part croissante de la valeur ajoutée est susceptible de s'évader hors du territoire national et d'échapper ainsi à la redistribution. Ensuite, comme le mécanisme de

⁵ Voir Delaunay J.C (2000), «Le capitalisme monopoliste financier», La Pensée, juillet/septembre 2000.



modèle social français consiste à corriger les inégalités après coup par la redistribution, il ne peut pas les corriger là où elles se créent, au sein du système productif. Il est encore moins question pour lui de contrôler les inégalités de revenus générées par les marchés des capitaux, c'est-à-dire par les spéculations financières. On peut encore poser la question d'une autre façon, avec cette image vivante : il n'y a pas de fumée sans feu, et pour faire disparaître la fumée, il faut éteindre le feu et comment éteindre le feu, c'est là le problème.

6. LE DEPASSEMENT DU MODELE SOCIAL FRANÇAIS

Actuellement, un débat se déroule en France pour déterminer le destin du modèle social français. Jamais on n'en a autant parlé : « Le modèle social français est à son dernier souffle », « l'état alarmant du modèle social français », « Faut-il brûler le modèle social français ? », etc. Or ce qui importe, c'est de faire un diagnostic précis et exact et de trouver des recettes adaptables et efficaces. La gauche accuse la droite d'envisager de faire table rase du modèle social français : « La droite veut son démantèlement. Chaque symptôme du « mal français » lui donne l'occasion de condamner à mort le modèle social français. Pour la droite, l'Etat-providence est un modèle dépassé dans le cadre de l'économie globalisée. La France doit rejoindre le modèle néo-libéral américain, unique modèle efficace dans la mondialisation ». Quant à la gauche, elle refuse l'abandon du modèle social français. On entend s'élever la voix : « Pour des raisons éthiques : nous voulons une société juste, nous n'acceptons pas les dégâts inégalitaires du modèle néolibéral. Et pour des raisons politiques : nous estimons que les Français sont fiers de leur modèle, qu'ils veulent le faire vivre et qu'ils ne sont pas prêts à l'abandonner au profit du modèle anglo-saxon ».

En croyant qu'il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain, la gauche a proposé des innovations tout en préservant le modèle : « L'essentiel de notre action socialiste repose jusqu'ici sur la réparation : on laisse le capitalisme produire des inégalités, et on les corrige a posteriori par la redistribution. On répare après coup les dégâts provoqués par le marché ». Mais la réparation ne suffit plus. L'Etat-providence est débordé par la prolifération des inégalités de marché. Son action redistributive est contrainte dans la mondialisation. Par ailleurs, le modèle de la réparation ne permet pas de faire droit aux aspirations nouvelles des citoyens, qui réclament dorénavant la mise en œuvre de politiques préventives. C'est ainsi qu'ils ne se contentent plus des filets de sécurité : ils veulent que leur soient donnés les moyens de réussir.

C'est pourquoi le socialisme ne doit plus seulement corriger a posteriori les dysfonctionnements et les lacunes du marché, il doit tenter d'empêcher leur apparition. Pour cela, il doit les attaquer à la racine, au sein du système productif. Il faut aller remettre les mains dans la machine capitaliste, afin d'en assurer une meilleure régulation dans la répartition de la valeur ajoutée, la distribution de la masse salariale, la protection des salariés.

A vrai dire, ce sont des propositions magnifiques et impeccables. Leurs avantages consistent en ceci : conserver tous les bons côtés du modèle social français, tout en écartant ses inconvénients. A mon avis, la France se trouve à la croisée des chemins. La plus grande chance, c'est de trouver un équilibre entre la droite et la gauche en ce qui concerne le modèle social. De toute façon, nous sommes persuadés que la sagesse et l'audace des Français leur permettront de surmonter la crise et de trouver des issues pour l'avenir. La Révolution française et d'autres événements qui ont marqué l'histoire de l'humanité l'ont pleinement prouvé.

Impossible n'est pas français !

METTRE EN PLACE UNE MONNAIE COMMUNE MONDIALE LIBEREE DE LA TUTELLE IMPERIALISTE AMERICAINE: UNE APPROCHE CONVERGENTE DU PCC ET DU PCF

Jean-Claude Delaunay, économiste, membre du PCF

A l'occasion des Rencontres Internationales organisées par la section du Parti communiste français de Vénissieux, les 8 et 9 Novembre 2013, je souhaite souligner ici l'un des points de convergence existant entre le Parti Communiste Chinois (PCC) et le Parti Communiste Français (PCF), concernant un projet de monnaie commune mondiale pour faire face à la crise latente de la monnaie mondiale actuelle, le dollar US, et à la menace de crise que la crise de cette monnaie fait peser sur le monde entier.

Les motivations de ces deux partis communistes ne sont pas identiques. Le PCC est en charge du gouvernement d'un grand pays, en plein développement industriel et qui, pour cette raison, entretient des relations économiques avec l'ensemble des pays du monde, en premier lieu avec les Etats-Unis. Or par suite de sa position commerciale, la Chine dispose, à l'heure actuelle, de 1,6 milliards USD, de réserve. Ce pays est donc au premier chef concerné par la valeur de ses actifs en dollars.

La Banque de France, de son côté, ne possède pas d'encaisse en dollars US puisque la devise à laquelle notre pays est rattaché est l'euro, celui-ci étant géré, ainsi que les réserves de dollars attenantes, par la Banque centrale européenne. Cela dit, les Français sont eux aussi concernés par la crise latente du dollar dont la cristallisation aurait de réels effets sur le taux de change de l'euro et sur l'économie européenne, donc sur l'économie française. Il est dès lors normal que le PCF adopte une position sur cette question.

Aussi, indépendamment des conséquences immédiates que la gestion de la monnaie américaine pourrait avoir sur telle ou telle économie, est-il compréhensible que les communistes soient partout concernés par ce qu'on nomme « la crise du dollar » car ce sont les travailleurs du monde entier qui sont déjà sous la menace de son éclatement comme de sa domination, que ce soit en

⁶ Strauss-Kahn. D. (2005), « La réponse à la crise du modèle social français : le socialisme de l'émancipation », Revue socialiste, Novembre 2005.



Chine, en France ou ailleurs. C'est l'une des raisons pour lesquelles on peut penser que les Rencontres Internationales de Vénissieux de 2013 seront intéressées à aborder ce point.

En effet, il n'a pas seulement traité à l'économie chinoise et à la préservation de la valeur de ses encaisses. Il n'a pas seulement traité aux possibles effets que l'on peut anticiper sur l'économie française ou sur l'économie chinoise. Il concerne tous les pays du monde, et donc tous les partis communistes. Il serait très instructif, pour la lutte commune, de savoir comment les différents participants à cette rencontre ont pris en compte le projet de monnaie mondiale présenté par la Chine et comment ils développent eux-mêmes, dans leur propre zone d'influence, des projets comparables. Cela dit, les organisateurs de ces rencontres n'ont certainement pas la prétention d'épuiser tous les sujets cette année et, malheureusement, il y aura encore de quoi faire l'année prochaine pour réfléchir ensemble.

Ce texte, très court, est divisé en trois parties.

Dans la première partie, consacrée à « l'état des lieux », je rappellerai brièvement le contenu des propositions soutenues respectivement par le PCC et par le PCF.

Dans la seconde partie, je ferai part de questions que me suggèrent ces positions. Il s'agit d'interrogations personnelles ayant pour seule justification de prendre place dans la discussion générale, si elle a lieu sur ce sujet.

Dans la troisième partie, j'indiquerai que la Chine communiste fait plus et autre chose que critiquer la monnaie américaine. **Elle agit.** Elle met en œuvre une stratégie économique, commerciale et monétaire qui certes, ne la place pas hors du danger d'une crise du dollar US mais qui, néanmoins, conduit la réflexion de ses dirigeants vers d'autres terrains que celui des analyses théoriques sur le dollar.

La Chine a nécessairement une approche pratique et pointue de ces questions alors que le PCF, qui n'exerce aucune responsabilité gouvernementale, n'en a qu'une approche théorique très générale.

1. PREMIERE PARTIE : UN RAPIDE ETAT DES LIEUX RELATIVEMENT A LA CHINE ET A LA FRANCE SUR LA MONNAIE COMMUNE MONDIALE. EXPOSES DES CONCEPTIONS

Les positions respectives sur la monnaie mondiale, du Gouvernement de la Chine ainsi que du PCC, d'un côté, et du PCF, de l'autre.

1) Le Gouvernement et la Banque centrale de la Chine, le PCC.

La position du gouvernement chinois fut récemment rappelée (Octobre 2013) à la suite d'une anecdote institutionnelle américaine. De façon régulière, les instances américaines doivent autoriser l'Etat fédéral à payer les intérêts de la dette et à financer les services de l'Etat. Cette procédure ne pose généralement pas de problème. C'est, si l'on peut dire, « un vote obligé ». Mais cette année, pour des raisons de politique intérieure et d'opposition à certains projets médicaux du Président Obama, le parti des Républicains est entré en rébellion législative, refusant de voter. Il a donc fallu des négociations entre les instances concernées pour qu'un vote positif ait lieu au terme duquel l'Etat fédéral a pu honorer à nouveau ses engagements relativement à sa dette et à ses fonctionnaires, au moins dans le moment présent.

La partie chinoise est le principal soutien financier de l'Etat fédéral américain puisque qu'elle finance aujourd'hui 1,3 Md (8%) des 16,7 Mds USD que représente l'endettement public des Etats-Unis. Elle n'a donc pas manqué de manifester quelque humeur eu égard aux pertes considérables de valeur potentiellement induites par un tel comportement et venant d'un Etat toujours prêt à donner aux autres Etats des leçons de bonne conduite économique. Le site « *Faire Vivre le PCF* » s'est fait l'écho de cette réaction justifiée en reproduisant (21/10/2013) un article extrait de *Xin Hua*.⁷ Cela dit, c'est au printemps 2009 (23 mars) que le gouvernement chinois semble avoir exprimé pour la première fois de manière précise, en préparation à une réunion internationale du G20, à Londres, des critiques sévères à l'égard du dollar US.

En voici les termes principaux. De manière préparatoire, la Banque centrale de Chine mit sur son site un document dont son gouverneur, M. Zhou Xiaochuan, présenta, à Londres, les grandes lignes. Prenant acte de ce que le Fonds monétaire international n'était pas en mesure de fournir, avec les Droits de tirage spéciaux (DTS) actuels, un substitut conséquent à la détention excessive de dollars US, il indiqua, d'une part, que le fait, pour une devise nationale, de servir de monnaie de réserve avait peut-être fait son temps, et que d'autre part, « *l'objectif souhaitable (était) de créer une devise de réserve internationale qui soit déconnectée de l'un ou l'autre pays et qui puisse rester stable dans le long terme* ». Le gouverneur de la Banque centrale faisait également et notamment état des disproportions, à l'avantage des Etats-Unis, dans les pouvoirs dévolus aux différents partenaires du monde dans les instances financières internationales.

Certes, l'exigence d'une monnaie mondiale qui ne soit pas également une monnaie nationale n'est pas nouvelle. On a souvent évoqué le projet de Bancor conçu par Keynes dès 1944, ou d'autres projets plus récents. Mais en 2009, les circonstances étaient nouvelles. D'une part, le dollar était devenu une monnaie mondiale dans le cadre de la mondialisation capitaliste dont les Etats-Unis assurent, pour l'instant, la conduite économique et politique. D'autre part, par suite du processus de mondialisation capitaliste, la gestion désastreuse de cette monnaie par les autorités américaines elles-mêmes rejaillit sur l'ensemble des

⁷ Il s'agit d'un texte de Zhang Xuefei, publié par *Xin Hua* le 18/10/2013, et diffusé, en langue française, par le journal électronique *Chine-Infos*. Le site Réveil Communiste a également publié un article de Liu Chang, du 13/10/2013 (*Xin Hua*) posté sous le titre « *La Chine envisage un monde désaméricanisé* ».



affaires du monde et, en premier lieu, sur celles de leurs principaux créanciers. Il est intéressant de noter que les critiques et propositions chinoises ont été l'objet d'un accueil très favorable, sauf aux Etats-Unis, cela va de soi⁸.

2) Le PCF

A peu près au même moment que M. Zhou Xiaochuan exposait cette position, Paul Boccard, membre de la Section économique du PCF, présenta un projet de monnaie mondiale qui fut bientôt adopté par la direction du PCF.

Dans un article de Février 2012⁹, P. Boccard rappelle cet épisode tout en interprétant théoriquement son contexte : « *Derrière cette remise en cause des pouvoirs et aussi des quote-part, la principale question est celle d'un autre financement favorisé par le FMI, pour une autre croissance économique et sociale à l'échelle planétaire. La question cruciale est celle d'une nouvelle création monétaire mondiale, au lieu de la domination du dollar, avec d'autres objectifs sociaux, à partir de DTS qui constituent l'embryon d'une véritable monnaie commune mondiale... Et à la veille du G20 de Londres d'avril 2009, le gouvernement de la Banque centrale de Chine a proposé, dans le même sens, de créer « une monnaie de réserve internationale » déconnectée des intérêts souverains d'un seul pays ...et à partir de DTS* ».

3) Comparaison des positions

D'une certaine manière, les positions du PCC et du PCF sur cette question se recoupent largement. Cela ressort du texte de P.B. Elles ont pour centre le projet d'une autre monnaie que le dollar US pour régler les rapports économiques mondiaux. Elles contestent le pouvoir de blocage et de décision mondiale attribué aux Etats-Unis dans les instances financières internationales. Mais en même temps, elles diffèrent légèrement l'une de l'autre.

D'abord la position défendue par M. Zhou Xiaochuan était une position de contestation, exprimée dans une enceinte internationale où il s'agissait de mettre en minorité morale le partenaire américain portant fortement atteinte aux intérêts chinois. La déclaration du Gouverneur de la Banque centrale de Chine n'était donc pas l'exposé d'une thèse théorico-politique d'inspiration marxiste.

Ensuite, il s'agissait pour lui, et d'une certaine manière il s'agit toujours, pour les gouvernants de la Chine, de discuter sur un terrain concret immédiat. L'ampleur du financement chinois de la dette américaine fait que les défaillances du « système dollar » risquent de spolier les travailleurs chinois d'une partie importante du résultat de leur travail¹⁰.

Le PCF n'est pas dans cette position. Il n'exerce aucune responsabilité gouvernementale. Il peut donc se permettre de « faire de la théorie » et il n'est pas en peine de tracer les chemins du futur, même si la cartographie qu'il en donne est parfois approximative. Ainsi par exemple, le concept avancé par P. Boccard (et par contre-coup par la direction du PCF) est-il celui de « **monnaie commune de coopération** ». Il s'agit, selon cet auteur, de mettre en place une monnaie nouvelle, pour établir au-delà de nouvelles règles mondiales de financement, une nouvelle civilisation. L'intention est louable. Mais elle mérite peut-être encore d'être travaillée.

Je ne dis pas que ces concepts soient inappropriés ou inconsistants. Je souhaite seulement indiquer ce que j'interprète comme une grosse différence entre les projets communistes, chinois et français, d'une nouvelle monnaie mondiale. Il n'est pas équivalent, d'un côté, de tracer, sur le papier, le destin du monde, et d'un autre côté, de défendre pied à pied, et dans la vie, « *le bout de gras national* ».

Ces différences ne peuvent, cependant, pas être un obstacle à la discussion et à la mise en œuvre d'actions solidaires et convergentes. Telle est du moins ma conviction. Cela n'empêche pas de chercher à mieux comprendre les positions des uns et des autres.

2. DEUXIEME PARTIE : QUELQUES REMARQUES SUR CES DEUX POSITIONS

Je vais, dans cette partie, et pour indiquer comment je cherche à approfondir ma connaissance des positions en question, énoncer 4 remarques à leur propos, comme contribution à la discussion générale. Comme on l'aura déjà remarqué, je me suis volontairement abstenu de toute écriture polémique.

1) Première remarque : Comment contraindre les Etats-Unis à accepter que le dollar ne soit plus une monnaie mondiale et comment, réciproquement, obliger la majeure partie des pays du monde à refuser que le dollar soit monnaie mondiale ?

D'une part, les Etats-Unis ne sont pas encore en disposition d'esprit ou en situation d'accepter cette évolution. Le système dollar est bénéfique à tout un ensemble d'agents américains comme à l'économie américaine dans son ensemble, même si le partage du gâteau est plus qu'inégal entre les citoyens de ce pays. Cela dit, le gouvernement fédéral continue d'énoncer avec arrogance son refus de changer quoi que ce soit d'essentiel dans le fonctionnement du système monétaire international et de ses institutions.

⁸ « *Le dollar reste la monnaie de réserve de référence et je pense qu'il devrait continuer à l'être pour longtemps* » (T.F. Geithner, Secrétaire au Trésor, mars 2009).

⁹ « *Le dollar reste la monnaie de réserve de référence et je pense qu'il devrait continuer à l'être pour longtemps* » (T.F. Geithner, Secrétaire au Trésor, mars 2009).

¹⁰ Il est remarquable que celles et ceux qui soulignent l'exploitation supportée par les travailleurs chinois sont en général peu attentifs à cette forme d'exploitation mondialisée du travail d'autrui que permet le système dollar.



D'autre part, il faut bien que le caractère dominant du dollar soit accepté, fût-ce avec d'importantes réticences, par un grand nombre d'agents économiques et de gouvernements dans le monde, pour que le « système dollar » demeure en place.

Les gouvernants et capitalistes américains s'estiment donc, peut-être pour cette raison, en droit de dire qu'après tout, ils ne forcent personne à utiliser les dollars émis par les Etats-Unis et diffusés dans le monde entier.

Certes, il y aurait de la mauvaise foi dans une telle déclaration. Car l'économie américaine est devenue une débitrice énorme du monde entier. En face d'elle se tiennent des créanciers à la mesure de sa dette.

Or, comme on le sait, les créanciers, dans l'histoire, n'ont pas toujours eu le bon rôle. Ils prêtaient aux puissants en sachant que c'était vraisemblablement à fonds perdus et qu'en regard de leurs prêts, il leur faudrait trouver d'autres avantages que le remboursement du capital et de ses intérêts pour trouver compensation. Ce que les plus chanceux d'entre eux n'ont pas manqué de faire.

C'est ce qui se passe aujourd'hui. L'Amérique est endettée à ce point que ses créanciers continuent à lui faire crédit avec l'espoir qu'ils seront peut-être un jour remboursés. La plupart des pays créditeurs, la Chine faisant exception, vivent à l'ombre de l'impérialisme américain. Ainsi en est-il, par exemples, des monarchies pétrolières ou du Japon.

Il est donc normal que les projets de remplacement du dollar US comme monnaie mondiale soient traités avec légèreté par le gouvernement américain. C'est le problème rencontré par un certain nombre de révolutions que de naître dans le scepticisme. Le remplacement du dollar par une monnaie mondiale ne semble pas devoir échapper à la règle. Il faut donc s'attendre à ce que « le système dollar » bénéficie d'une force d'inertie considérable. Par exemple, les projets actuels de la Banque mondiale en ce domaine envisagent que le remplacement du dollar par une monnaie mondiale pourrait prendre au moins une dizaine d'années (échéance 2025). Mais dix ans sont, en réalité, un temps très court. Ce sera certainement davantage. La Chine elle-même, tout en critiquant ce système n'en procède pas moins, chaque année, à d'importantes quantités d'achats de titres en dollars. Et même si elle cherche à retirer ses billes, elle n'en reste pas moins fortement dépendante de la zone dollar.

Ma première remarque a donc trait à l'inertie du système. Il est sain de vouloir en changer. Mais comment faire en général, et comment faire avec les Etats-Unis en premier lieu ?

2) Deuxième remarque. Elle consiste à dire qu'il ne suffit peut-être plus, aujourd'hui, d'analyser les conditions techniques de réalisation d'une autre monnaie mondiale. Il faudrait en examiner les conditions politiques, sauf à s'en remettre à une catastrophe socio-économique obligeant à tout changer.

Parmi ces conditions, l'une des plus importantes est celle, me semble-t-il, de l'accompagnement des Etats-Unis dans le processus de perte de leur prééminence monétaire. Si l'on veut tuer l'impérialisme, il faudrait « *l'accompagner en fin de vie* » pour veiller à ce qu'il soit le moins nuisible possible. Mais quelles seront les implications d'une telle démarche, si on la considère comme fondée ? Et puis on en revient à la remarque précédente avec toutefois une interrogation supplémentaire.

Si, par hypothèse, les peuples, les Etats, trouvaient le moyen de contraindre les Etats-Unis à abdiquer leurs privilèges monétaires, tout en mettant en place une solution de rechange, quelle serait « la compensation » ou « le remède calmant » apporté à cet ancien leader ?

En supposant que le système dollar actuel soit « la face monétaire » de la mondialisation capitaliste, laquelle s'est accompagnée de la désertification industrielle des Etats-Unis, et du maintien de ses services collectifs centraux dans une complète déshérence, ne pourrait-on pas considérer que la ré-industrialisation de l'Amérique du Nord et la réimplantation de son Etat social seraient ce remède ? En poursuivant la réflexion dans cette voie, il vient que cela supposerait une lutte politique puissante du peuple américain lui-même pour reconquérir son destin industriel et social. Je crois, en effet, que la lutte du peuple américain contre le capital financier mondialisé des Etats-Unis sera l'une des conditions majeures de reconquête par le monde de son propre destin monétaire. Mais comment aider le peuple américain à se ressaisir et à lutter contre ses oppresseurs internes ?

3) Troisième remarque. Ma troisième remarque a trait au rapport existant, dans les propositions du PCC et du PCF, entre *la part de la technicité et la part de l'imagination théorique*.

Il est clair que le Gouverneur de la Banque centrale de Chine n'allait pas se rendre à Londres sans avoir fait plancher ses experts de manière intense, sur un plan principalement technique. En même temps, comme je l'ai déjà mentionné, il est compréhensible que le projet chinois n'ait pas été conçu comme un manifeste théorico-politique.

Par contraste, le projet du PCF, détaché de toute contingence matérielle mais aussi ancré dans une expertise humainement réduite, peut s'être laissé aller à des propos que nos amis chinois qualifieront pourront qualifier de « romantiques ». Personnellement, je pense que plus de « classicisme » ferait du bien aux propositions du PCF.

Je ne vais, toutefois, pas indiquer ici, en quoi je trouve que telle ou telle partie de ce projet est faible. D'abord, je peux fort bien me tromper. Ensuite, et surtout, je crois que des formes plus collectives de réflexion et de recherche sur ces problèmes, au plan national mais aussi au plan mondial entre les chercheurs communistes, seraient bénéfiques pour le mouvement général, pour la connaissance scientifique et pour l'objectif poursuivi.

Ma conclusion sur ce point, consiste à dire que les parties concernées pourraient avoir intérêt à échanger leurs interrogations sans hésiter à mettre en discussion leurs certitudes, et à mettre en place des instances de recherche appropriées, ce qui serait une façon de se renforcer mutuellement en se complétant et en s'enrichissant.

4) Quatrième remarque. Elle a trait à la notion de monnaie commune et à son application au plan mondial. Cette notion relève plutôt des propositions du PCF. Mais je crois qu'il faut en clarifier certains aspects.



Je ne suis pas en mesure d'examiner ici de manière suffisante les significations monétaires de la monnaie commune et de la monnaie unique. Quelques mots, cependant, de ces systèmes.

A) *Monnaie commune*. Le principe d'une monnaie commune aux membres d'une zone monétaire est que chaque Etat membre fonctionne avec **sa propre monnaie** pour son activité intérieure (production intérieure, salaires, impôts, consommations productives et finales, etc.).

Si l'Union européenne avait adopté une monnaie commune en 1992, la France aurait, dans le cadre des institutions d'ensemble, continué de fonctionner avec le franc et avec une Banque de France responsable de son activité bancaire et financière, en liaison avec l'activité économique générale et les institutions politiques. Il en aurait été de même avec le mark en Allemagne et ainsi de suite.

Cela étant dit, **la monnaie commune** aurait été utilisée dans les relations avec les autres partenaires de la zone (importations et exportations au sein de la zone). La France aurait, avec sa propre monnaie, le franc, acheté de la monnaie commune à la Banque de la zone, et elle aurait réglé ses opérations européennes de commerce extérieur avec cette monnaie commune.

La France important de l'Allemagne, ces opérations auraient été réglées en monnaie commune, achetée à la banque centrale de la zone avec des francs. Vendant à l'Allemagne, même topo. Elle aurait reçu de la monnaie commune achetée avec des marks à la même banque centrale.

La monnaie étant forcément liée à des institutions monétaires, il découle de ce constat qu'un système de monnaie commune comprend, à l'intérieur de la zone où il est défini, **deux niveaux monétaires**, celui de la monnaie nationale (l'activité de chacun des Etats) et celui de la monnaie commune (le commerce à l'intérieur de la zone).

Mais les membres ont aussi des relations commerciales avec les Etats-Unis, l'Afrique du Sud, l'Inde, etc. Le niveau mondial s'ajoute donc aux deux niveaux que je viens de mentionner, propres à la zone considérée. La monnaie commune est alors cotée relativement aux autres monnaies du monde, par exemple sur les marchés des changes.

Le problème, avec les monnaies, est qu'elles ressemblent un peu au jeu de Monopoly, mais seulement un peu. Au début du jeu, chacun reçoit des millions et des milliards. Mais cet argent fictif ne vaut rien. Or l'argent réel a « une valeur ». Chacun connaît le mot d'enfant : « *Dis, maman, où est-ce qu'on peut acheter de l'argent ?* ». Acheter de l'argent, bien souvent la maman le voudrait bien. Mais où et à quel prix ? La « valeur » des monnaies n'est pas seulement celle du papier, c'est-à-dire quasiment rien. C'est celle de la vie économique.

Par conséquent, en établissant une monnaie commune, on peut très bien définir des règles, donner des droits de tirage ; etc. Mais la vie économique avance. Des comparaisons s'établissent. Au sein de la zone où existe la monnaie commune, certains vont dire qu'ils travaillent beaucoup, et que les autres « ne foutent rien ». Pour certains pays, se produiront **des déficits permanents** avec leurs partenaires de la zone. Alors que, pour d'autres pays de la zone, il se produira au contraire des **excédents permanents** avec les autres partenaires.

On imagine alors les possibles discutailleries sans fin, mais peut-être justifiées après tout. Les agents des pays à excédents diront, peut-être : « *Oui, nous travaillons dur. Nous avons une productivité élevée et c'est pour ça que nous avons des excédents. Mais eux, les déficitaires, ils ne font rien. Leur productivité est faible. Ils ont des déficits. C'est facile pour eux de combler leurs déficits. Il leur suffit de fournir leur monnaie nationale (qui ne vaut rien) à la Banque centrale de la zone et ils auront aussitôt la monnaie commune qui leur permettra de nous payer. D'une part, ce n'est pas juste. D'autre part, cela met en cause la valeur mondiale de la monnaie commune de la zone.* ».

Sans entrer dans les détails, je vais « balancer » les résultats, bien connus, qui font que la monnaie commune présente des avantages.

1) Elle permet à chacun de **vivre à son rythme**.

2) Elle assure une certaine **continuité de la production et du revenu**. Ce n'est pas parce que tel pays est en déficit qu'il va s'arrêter de produire. Il demande de la monnaie commune, laquelle lui est consentie par la Banque centrale. C'est mieux que de dire : « *Maintenant que j'ai une dette, je commence par la rembourser et ensuite je me remets à produire* ». La pensée de Keynes est favorable aux débiteurs. En gros, Keynes disait : « *Il faut aider les débiteurs, parce que si on ne les aide pas, c'est toute la société qui crève. Il est vrai que, même quand on est riche, très riche, à quoi sert d'être remboursé si c'est pour crever la gueule ouverte sur son or ?* ».

3) Le troisième résultat heureux de la monnaie commune est qu'**elle oblige à une certaine solidarité entre les membres de la zone concernée, et même à une solidarité active**. « *Tel pays est en déficit ? Soit, nous évitons de le faire crever tout de suite en lui demandant de rembourser immédiatement. Mais en plus, nous veillons à ce que son économie se renforce* ».

Comme on le perçoit, le principe de la monnaie commune est un principe de vie civilisée. Cela étant dit, ce principe suppose « des efforts ». Il ne peut pas y avoir des attardés permanents volontaires, des fainéants structurels. En tout cas, c'est l'une des questions qui se posent. C'est pourquoi le principe de la monnaie unique a aussi ses adeptes.

B) *La monnaie unique*. Il ne faut pas croire que seuls « les capitalistes » lui sont favorables. Puisque les prolétaires font la richesse en travaillant, il n'y a aucune raison de penser que les prolétaires d'un pays donné puissent considérer *a priori* comme « normal » d'alimenter en richesse, de façon permanente, les prolétaires d'un autre pays.

Cela étant dit, en quoi la monnaie unique élimine-t-elle les problèmes d'ajustement rencontrés dans le cas de la monnaie commune ? L'exemple de la réunification allemande illustre ce phénomène.



Dans un premier temps, tout fut merveilleux. Destruction du mur, retrouvailles, joie, pleurs de joie, festins de bananes, échange de 1 mark Est contre 1 mark Ouest, etc. Après un certain temps, il a fallu à nouveau gagner des marks des deux côtés. Certes, mais les niveaux de productivité étaient très différents, la productivité est-allemande étant à peu près la moitié de la productivité ouest-allemande. Ce qui signifiait que, exprimés dans une monnaie unique, les prix est-allemands étaient le double des prix ouest-allemands. Les entreprises de l'Est ont volé en éclat. Et comme le territoire est politiquement le même, ce qui apparut fut un chômage massif à l'Est.

Le problème soulevé par la comparaison entre monnaie commune et monnaie unique n'a pas disparu. Mais au lieu d'apparaître sous une forme monétaire (des crédits, des discussions, une certaine solidarité, une aide au développement, etc.), il a été reporté brutalement sur l'emploi. Cela dit, au plan des agents économiques capitalistes, chacun a conservé la valeur de ses sous.

La productivité en Allemagne de l'Est est la moitié de celle de l'Ouest, constatent les bourgeois de l'Ouest ? Eh bien ! Que les allemands de l'Est fassent l'effort nécessaire, qu'ils admettent l'abaissement de leurs salaires en conséquence, qu'ils admettent l'abaissement de leurs prestations, et ainsi de suite. Bref, que soient recréées, partout en Allemagne, les conditions jugées normales de l'exploitation capitaliste.

La monnaie commune organise **une exploitation de type soft**, alors que la monnaie unique conduit à **une exploitation de type hard**.

C'est pourquoi les solutions de type « monnaie commune mondiale de croissance » ne vont pas de soi. Il est facile de tirer de droites lignes sur le papier. Mais cela est moins facile dans la réalité. *La solidarité monétaire internationale doit être organisée, justifiée, acceptée par celles et ceux qui la pratiquent. Elle doit être également suivie de résultats tangibles.* L'internationalisme prolétarien, compte tenu de sa dimension économique contemporaine, ne va pas de soi, car nos sociétés, même riches, **ne sont pas des sociétés d'abondance**.

Cela me conduit à une dernière remarque, que je vais aborder maintenant, dans cette troisième partie. **Est-il souhaitable d'organiser une monnaie commune mondiale ?**

Compte-tenu de la diversité que la monnaie commune, qui semble la forme monétaire la mieux adaptée à une idéologie humaniste, veut embrasser et faire progresser vers le développement, n'est-il pas plus judicieux de concevoir qu'un tel type de monnaie soit différencié par zone plutôt que de relever d'une gestion mondiale unique ?

3. TROISIEME PARTIE : L'EXEMPLE DE LA CHINE ET L'ORGANISATION MONETAIRE PAR ZONE

Mais quel est donc le système général de relations dans lequel la Chine envisage d'inclure ses nouvelles relations monétaires ? La question doit être également posée pour le PCF. Comment ce dernier voit-il l'avenir de la France dans le monde ? Comment, dès lors, conçoit-il les relations monétaires devant remplacer le système dollar ?

Je dois dire que, pour moi, la réponse n'a pas été immédiate et simple, surtout pour la Chine. Ce que j'avance ci-après doit être considéré comme une hypothèse.

Cette partie contient elle-même 2 sous-parties. Dans la première, je m'efforce de clarifier le sens que peut prendre le terme de mondialisation. Dans la deuxième, j'indique comment la Chine et la France se situent relativement à ces définitions.

A) Le terme de mondialisation.

Le terme « mondialisation » est trompeur et peut revêtir plusieurs sens. Puisque nous parlons de la Chine, je dirai que j'ai souvent rencontré chez mes amis et interlocuteurs Chinois une grande réticence lorsqu'ils m'entendaient critiquer ce terme.

a) La mondialisation identifiée à la mondialisation capitaliste

J'ai d'abord compris que, quand je critiquais la mondialisation capitaliste, mes amis Chinois étaient tentés de me dire : « *Mais nous, Chinois, nous ne pouvons pas nous développer sans être directement en rapport avec le monde. Notre pays est si grand et surtout si peuplé, avec ses 1,4 milliards d'habitants, que dès que la Chine éternue, tous les autres pays du monde tombent par terre* ». Et ils auraient pu ajouter, me semble-t-il : « *Vous critiquez la mondialisation capitaliste. Mais ce n'est pas nous qui avons fait les règles. Donc nous sommes bien obligés d'entrer dans ce système pour survivre* ».

Le premier sens possible du terme « mondialisation » est donc l'identification de la « mondialisation » et de la « mondialisation capitaliste ».

b) Qu'est-ce que la mondialisation capitaliste, notamment sous l'angle monétaire ?

Dans la mesure où les Chinois et leur gouvernement sont hostiles au système dollar, cela signifie qu'ils sont hostiles à la mondialisation capitaliste. Car le système dollar en est l'aspect monétaire. Cela nous oblige à définir mieux la « mondialisation capitaliste ».

Qu'est-ce, en effet, que la mondialisation capitaliste ? A mon avis, **c'est l'unification du monde et du gouvernement du monde par des moyens capitalistes**. Ces moyens sont principalement **économiques et privés**, pour ce qui concerne le Capital. Leur principe organisateur de base est alors la liberté totale du Capital et de ses agents les plus puissants. Mais ils sont également **économiques et publics**, au plan monétaire. Leur principe organisateur supérieur est alors celui de la responsabilité politique et technique principale de l'impérialisme américain.

Puisque mes amis Chinois sont ouvertement hostiles à la mondialisation capitaliste, mais qu'ils sont par ailleurs favorables à la mondialisation, quel sens peuvent-ils donc donner au terme de mondialisation ?



c) La mondialisation serait-elle « une autre mondialisation » ?

Si l'on met de côté la dimension capitaliste de la mondialisation actuelle, le sens d'une « autre mondialisation » est aussi celui de **l'unification du monde et du gouvernement du monde, mais avec d'autres rapports économiques et politiques** que ceux existant dans le cadre de la mondialisation capitaliste. Tout se passe comme s'il existait aujourd'hui, au plan des idées, deux sortes de mondialisation. « La mondialisation de droite » qui serait « la mondialisation capitaliste » et la « mondialisation de gauche » qui serait « l'altermondialisme ».

Je ne pense pas que mes amis du PCC soient d'accord avec cette dernière conception. Ils se pensent, selon moi, comme les membres d'une grande nation, la Chine. Que cette nation soit grande à ce point que son intervention hors de ses frontières ait quasiment toujours une incidence mondiale est une chose. Mais cela ne signifie pas qu'ils soient favorables, en tout cas pour l'instant, à « une autre mondialisation », au sens que je viens de définir. En revanche, je crois qu'une majorité de communistes, au sein du PCF, n'ont pas les idées totalement claires sur ce point et sont plutôt favorables à cette « autre mondialisation ».

d) Qu'est-ce donc que la mondialisation pour les Chinois ?

Il s'agit d'hypothèses de ma part. Mais quand bien même elles seraient erronées, elles peuvent aider à clarifier des interprétations défailtantes.

Je crois donc que mes amis Chinois sont, à coup sûr, hostiles à la mondialisation capitaliste, ne serait-ce que parce qu'elle leur fait du tort directement.

Je crois que mes amis Chinois ne sont pas favorables à une « autre mondialisation », de type alter-mondialiste, dont l'idéologie est hostile aux nations.

Je crois que, finalement, leur approche monétaire de la mondialisation est à double détente.

- D'une part, ils sont favorables à des instances mondiales qui préserveraient la valeur des quantités de monnaie gagnées par chaque partie prenante du commerce mondial.
- D'autre part, ils sont favorables à une organisation régionale des monnaies. Compte-tenu de leur poids économique, le yuan (renminbi) tiendrait un rôle déterminant au sein de l'ASEAN, qui est la zone économique la plus proche de leur influence¹¹ et dont les contours sont en formation.
- Entre les devises dominantes de chaque zone s'établiraient des relations monétaires mondiales, d'abord entre le dollar, l'euro et le yuan, en attendant que d'autres zones se forment (Amérique latine, Afrique, Inde, Moyen-Orient, Russie et autres, etc.).

B) La pratique gouvernementale chinoise en matière de monnaie mondiale et son soutien par le PCF.

a) Les revendications du PCC en matière de protection de la valeur de ses encaisses dollars. Au terme de ce texte, c'est certainement le point que le PCF pourrait soutenir de la manière la plus immédiate, s'il ne l'a déjà fait. On ne voit pas ce qui pourrait y faire obstacle.

Il en est de même en ce qui concerne toute revendication concernant l'urgence de changer les règles de fonctionnement des institutions monétaires internationales. Il est clair que la politique gouvernementale américaine sur ces questions ne va pas évoluer rapidement pour la raison que le PCF aurait joint sa voix à celle du PCC sur ce problème. Mais l'absence de protestation commune ne la changera pas davantage.

Enfin, il me paraît également clair que tout travail de recherche réciproque ou convergent à ce propos ne peut être que bénéfique.

b) En réalité, mon analyse conduit quand même à l'idée qu'existent des différences importantes entre les deux organisations. Le fait de contribuer à les clarifier en tant que solutions souhaitées à la crise du système dollar et non en tant que conceptions attachées à telle ou telle organisation, me paraît une démarche constructive.

Je ne crois pas, pour ma part, tout en étant membre du PCF, que le projet de « monnaie commune mondiale de croissance » soit raisonnable. Mais je ne demande qu'à mieux le comprendre.

Les arguments venant en support de cette conception sont que 1) il existe des biens communs de l'humanité. 2) les Etats, surtout ceux en voie de développement, ont besoin de financer leurs « services publics ». Tout cela demande de l'argent. La banque centrale mondiale, gestionnaire de la monnaie commune mondiale, aurait pour tâche d'en conserver la valeur et d'en créer à taux zéro.

Il me semble que ces deux exigences sont parfaitement contradictoires. Car créer de la monnaie à taux zéro signifie accepter à l'avance que la monnaie en question se dévalue, ce qui peut être très rapide. Mais que signifie, dans ces conditions, la demande adressée à une telle banque de préserver la valeur de la monnaie dont elle a la charge ?

Une façon de réduire le poids de la contradiction est de concevoir que la monnaie commune mondiale soit fractionnée par zone. Ce que j'indiquais ci-dessus, quitte à ce que des politiques de développement soient mises en œuvre zone par zone. Les zones,

¹¹ Association of South-East Asian Nations. L'ASEAN comprend à ce jour 11 membres, qui sont : L'Indonésie, la Malaisie, Les Philippines, Singapour, la Thaïlande, Brunei, le Myanmar, le Cambodge, le Laos, le Viêt-Nam, la Chine. D'autres Etats gravitent autour de cet ensemble (avec la pression contraire exercée par les Etats-Unis) : l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon, la Corée du Sud.



on peut le supposer, représentent, chacune dans son périmètre, une certaine unité culturelle et économique, une unité de savoir-faire, de connaissances et de productivité, facilitant la communauté de gestion de la monnaie concernée et les investissements nécessaires.

4. ELEMENTS DE CONCLUSION

Je me suis engagé dans la discussion de deux approches monétaires du système monétaire mondial. Cela m'a conduit à cerner divers sens du terme « mondialisation » et à percevoir la principale différence existant, selon moi, au plan de la réforme du système monétaire international, entre la conception PCC et la conception PCF de la monnaie mondiale nécessaire pour remplacer le dollar.

Cela dit, la distance est grande entre les analyses théoriques et la réalité du changement. C'est d'ailleurs un argument en faveur de ce que je crois être la position chinoise. S'il est vrai que les Etats-Unis ne veulent rien changer à leurs pratiques monétaires mondialistes, du moins les membres de l'ASEAN, par exemple, peuvent-ils s'entendre sans que les Etats-Unis aient leur mot à dire. Et ainsi de toutes les zones.

Ce que j'espère, en tout cas, indépendamment et au-delà du présent texte, est que les Rencontres Internationales de Vénissieux auront réussi à mettre les conceptions sur l'avenir monétaire de la planète dans la liste de leurs tâches innombrables, car ces conceptions sont un aspect de la lutte contre la mondialisation capitaliste.

LJCC: RENFORCER LA FOI DES JEUNES ET LUTTER POUR REALISER LE REVE CHINOIS,

Ma Jingpeng, secrétaire de cellule de LJCC au CCTB

Créée en 1922, la Ligue de la jeunesse communiste chinoise (LJCC) est une organisation sous la direction du Parti Communiste Chinois (PCC) qui compte environ 89 millions de membres à travers le pays. La tâche de la ligue est de faire progresser avec discipline l'idéologie communiste parmi les jeunes de 14 à 28 ans. Elle est dirigée par un secrétaire général et possède un Comité central. Ses membres sont élus tous les 5 ans, à l'occasion de conférences nationales. Il existe aussi un Comité des affaires générales dans chacune des 31 provinces. Le Quotidien de la Jeunesse de Chine est le journal officiel de la Ligue de la Jeunesse Communiste Chinoise depuis 1951. Il est distribué à quelque 500 000 exemplaires chaque jour (depuis 2000, il existe une version en ligne (le China Youth Online, CYOL dans sa version anglaise).

Selon les Statuts du PCC, la Ligue de la jeunesse communiste est une organisation de masse de jeunes d'avant-garde, une école où les jeunes s'initient par la pratique au socialisme à la chinoise et au communisme. Elle est l'auxiliaire et le détachement de réserve du Parti. Son comité central est placé sous la direction du Comité central du Parti. Ses organisations locales aux divers échelons sont placées sous la direction des comités du Parti aux échelons correspondants et, en même temps, de celle des organisations de la Ligue aux échelons supérieurs. Comme les autres organisations populaires, telles que le syndicat et la Fédération des femmes, la Ligue de la jeunesse communiste joue un rôle de trait d'union entre le Parti et les jeunes, et travaille à mieux se faire les interprètes des revendications de ces derniers ainsi qu'à prendre l'initiative dans la défense de leurs droits et intérêts légitimes.

Le juin dernier, lors d'un entretien avec la nouvelle direction du Comité central de la Ligue de la jeunesse communiste, le président chinois Xi Jinping a souligné que la LJCC doit aider les jeunes à renforcer leur foi dans le socialisme à la chinoise, les doter de théories scientifiques, les inspirer avec une perspective historique et renforcer leur attachement au PCC.

Le rapport du 18ème Congrès du PCC a indiqué que la foi dans le marxisme et la conviction dans l'issue victorieuse du socialisme et du communisme constituent l'âme politique des communistes et un ressort spirituel permettant à ceux-ci de sortir vainqueurs des épreuves de tout genre. C'est pourquoi il importe pour le PCC de s'attacher à sa propre formation idéologique et théorique. Concrètement, il lui faut étudier le marxisme-léninisme, la pensée de Mao Zedong et le système théorique du socialisme à la chinoise.

La Chine a choisi la voie du socialisme ainsi que la direction du PCC. Par conséquent, mener sur une large échelle l'éducation au sujet des idéaux et des convictions, surtout pour les jeunes militants, c'est de renforcer leur foi dans le marxisme et dans le socialisme à la chinoise.

Aujourd'hui, la planète où nous vivons se trouve dans une période de développement, de transformation et de réajustement. En raison des problèmes sociaux très saillants, particulièrement dans le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, des bouleversements sociaux ont éclaté et certains gouvernements ont été renversés, ce qui donne matière à réflexion.

Les jeunes représentent l'espoir d'une nation et le futur d'un pays. Raffermer la foi de la jeune génération est une question capitale pour le destin du pays et du Parti. C'est pourquoi le PCC demande à la LJCC de guider les jeunes avec le marxisme et surtout le socialisme à la chinoise, théories scientifiques qui conduisent à réaliser notre cause grandiose qu'est le communisme.

En raison de la transformation sociale et de l'application de la politique de réforme et d'ouverture, le pluralisme de la culture et des valeurs est devenu une particularité de la société chinoise. Cependant, le pluralisme ne signifie pas "le choix arbitraire", c'est-à-dire "croire à n'importe quoi". Les jeunes sont les moins attachés aux idées conservatrices. En tant qu'organisation populaire composée par les jeunes prometteurs, la LJCC est tenue de conduire ses membres à faire des progrès sur les plans idéologique et politique, et pour cela étudier le marxisme. Pour les jeunes contemporains, avoir la foi constitue non seulement un ressort spirituel permettant à ceux-ci de surmonter toutes sortes de difficultés, mais aussi une source d'énergie les incitant à travailler d'arrache-pied pour le redressement de la nation. Dans le nouveau contexte, la LJCC appelle les jeunes Chinois à comprendre correctement l'histoire et la situation réelle de la Chine, en ayant une ferme conviction dans le marxisme. Comme

M. Deng Xiaoping a dit: *Si nous n'avions pas agi en marxistes, si nous n'avions pas eu une ferme conviction dans le marxisme ou si nous n'avions pas su l'adapter aux conditions du pays pour tracer notre propre voie, la révolution chinoise n'aurait pas pu triompher, la Chine serait restée divisée et il lui aurait été impossible de conquérir son indépendance et de réaliser son unification. La foi en la vérité du marxisme a été la force motrice de la révolution chinoise.*

Selon le rapport du 18ème Congrès du PCC, la réalisation du socialisme à la chinoise est une cause orientée vers l'avenir, elle appelle une lutte des générations successives de jeunes animés de nobles aspirations. C'est pourquoi le Parti doit prêter une vive attention aux jeunes, se soucier d'eux, témoigner à leur égard une grande sollicitude, prêter une oreille attentive à leurs aspirations, les encourager dans leur propre développement et les soutenir dans leurs efforts créatifs. De leur côté, les jeunes doivent répondre activement aux appels lancés par le Parti, se forger une juste conception de la vie, du monde et des valeurs, faire preuve d'un amour constant pour notre patrie, notre peuple et notre nation, et faire valoir leur dynamisme juvénile en s'engageant dans la noble cause du socialisme à la chinoise.

Depuis le 16^{ème} Congrès national de la LJCC, celle-ci applique consciencieusement les décisions importantes prises par le Comité central du PCC. En s'adaptant au développement de notre époque et au changement de la jeune génération, la LJCC se livre activement, dans un esprit réaliste et entreprenant, à organiser, guider, servir les jeunes et à protéger leurs droits et intérêts légitimes.

Aujourd'hui, surtout après l'ouverture de son 17^{ème} Congrès national, en suivant les principes définis par le 18ème Congrès du PCC, la LJCC travaille d'arrache-pied pour conduire tous les jeunes à réaliser le rêve chinois qu'est le renouveau de la nation chinoise. Pour ce faire, la LJCC a pour tâche fondamentale la formation des successeurs du socialisme. Elle s'applique à renforcer la force de cohésion en recourant à l'éducation au sujet des idéaux et des convictions, à augmenter la capacité de travail en faveur des jeunes, à former un style de travail pragmatique et efficace, en luttant contre le formalisme, la bureaucratie, l'hédonisme et les dépenses excessives. Du côté du Parti, M. Xi Jinping, secrétaire général du Comité central du PCC, demande aux comités du Parti à tous les échelons de renforcer leur direction sur le travail de la ligue de la Jeunesse, de créer un environnement et des conditions favorables aux organisations de la ligue, et d'aider les cadres de la ligue à adopter une juste conception du monde, du pouvoir et de la carrière.

En répondant résolument à l'appel du Parti, la LJCC, autour du thème de maintenir et de développer le socialisme à la chinoise, a lancé dans tout le pays une campagne de "Mon rêve chinois", qui vise à consolider les convictions communes de la jeune génération, à unir les jeunes et à les diriger dans la participation du développement économique, politique, culturel, social et écologique de la Chine.

Sous la direction du PCC, en brandissant bien haut l'étendard du socialisme à la chinoise et en se guidant sur la théorie de Deng Xiaoping, la pensée importante de la « Triple Représentation » et le concept de développement scientifique, la LJCC mène sur une large échelle l'éducation au sujet du socialisme à la chinoise. En tenant compte de la réalité de la jeune génération, elle utilise les moyens et le langage qui sont facilement acceptés par les jeunes pour appliquer en profondeur les principes définis par le 18ème Congrès du PCC. A ce titre, elle organise régulièrement les activités comme "étudier l'histoire du Parti, savoir les connaissances sur le Parti et marcher en avant sous la direction du Parti", "J'avance avec ma patrie", fait progresser le projet de formation de jeunes marxistes et attache de l'importance au nouveau média (Internet, etc.) pour rendre plus efficace et dynamique son orientation idéologique (éduquer les jeunes à agir selon les valeurs essentielles socialistes, à se forger une juste conception de la vie et du monde, à mieux comprendre leurs responsabilités sociales...).

Pour mieux servir les jeunes et les sensibiliser à lutter pour la réalisation du "rêve chinois", la LJCC a lancé une série de projets pilotes visant à inciter les jeunes à faire des progrès dans leur carrière pour contribuer au développement de la société et du pays. En outre, elle veille à pousser en avant sa propre édification avec un esprit à la fois innovateur et réformateur, en mettant l'accent sur ses organisations de base, surtout sur le renforcement de la capacité à étendre la couverture de ses activités au sein des établissements d'enseignement supérieur, des quartiers d'habitation, des petits bourgs et cantons, des entreprises non publiques, des organisations sociales, etc.

Le développement de la ligue de la jeunesse fait partie de la cause du Parti. La réalisation du rêve chinois exige l'union et les efforts conjoints de l'ensemble de la nation chinoise et, particulièrement, considérés comme le futur de la nation, les jeunes sont appelés à développer sans cesse leurs compétences et leur potentiel pour apporter une plus grande contribution à la réalisation du socialisme à la chinoise.

Enfin, je veux reprendre ici la phrase de Pavel Korchagin (héro dans le roman *Comment l'acier fut trempé* écrit par Alexandre Nikolaïevitch Ostrovski) : *Ce que l'homme possède de plus précieux, c'est la vie. Elle ne lui est donnée qu'une fois. Il faut donc la vivre de façon à ne pas avoir de remords à cause du gaspillage du temps, ni à rougir de honte pour l'oisiveté. Et avant de mourir, il peut en toute sérénité se dire: «Toute ma vie et toutes mes forces, je les ai consacrées à l'œuvre sublime du monde, au progrès et à l'affranchissement de l'humanité tout entière!»*

